



CHRONIQUE d'une SURVIVANCE

Régionale Samuel-de-Champlain
(Ottawa)
de la
Société franco-ontarienne
d'histoire et de généalogie

1982 - 2002

Suzanne Labelle-Martin

CHRONIQUE D'UNE SURVIVANCE
Régionale Samuel-de-Champlain
1982 - 2002

Auteur : Suzanne Labelle-Martin

Publié par La Régionale Samuel-de-Champlain inc.
Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie

Adresse : Salle Whitton

111, rue Sussex

Ottawa On

K1N 5A1

Tél. : 613 580 2424 poste 13333

Web : www.genealogie.org/club/sfohg-ottawa

Impression : Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, Ottawa, On

Tous droits réservés

ISBN 0-9687959-3-5

Bibliothèque nationale du Canada

Dépôt légal : 3^e trimestre 2002

Dans ce document, la forme masculine est utilisée sans discrimination dans le seul but de faciliter la lecture.

Remerciements

A Claudette Millette, je veux d'abord offrir mes remerciements sincères pour son enthousiasme et sa ténacité à vouloir célébrer un jalon si important dans la vie de notre Régionale, le 20^e anniversaire de fondation. Son plaidoyer adroit a su me convaincre d'entreprendre ce retour aux sources et sa confiance m'a permis de m'exprimer librement dans l'objectivité nécessaire à la rédaction de ce document. Par conséquent, les faiblesses ou les lacunes de mon travail demeurent mon entière responsabilité.

L'Histoire est toujours subordonnée à l'interprétation des faits, à la perception qu'en a plus tard l'écrivain et finalement à la compréhension du lecteur. Je suis reconnaissante envers les dirigeants de la Régionale Samuel-de-Champlain qui m'ont donné libre accès à ses archives, me permettant ainsi de vérifier les événements que la mémoire indubitablement teinte au fil du temps.

J'ai eu, tout au long de mon travail, une pensée toute spéciale pour les secrétaires et les scribes de notre organisme. S'ils ont si bien consigné aux procès-verbaux et à la correspondance les événements souvent heureux et parfois difficiles de notre organisme, c'est qu'ils étaient convaincus de l'importance de conserver la mémoire collective de notre Régionale. Témoins silencieux de notre histoire commune, ces « papiers de famille » ont généreusement servi de base à mon travail. J'en remercie leurs rédacteurs et conservateurs.

À Patricia Leduc, un grand merci. Grâce à ses archives personnelles et son aimable collaboration, j'ai pu refaire plus aisément le chemin parcouru depuis vingt ans.

À Jean-Yves Pelletier pour son partage de renseignements et son amitié, merci.

Je veux souligner, enfin, l'aide discrète et précieuse de mon mari et de nos enfants. Ils ont su me rendre la vie facile par leurs petites attentions, leurs commentaires opportuns et leurs conseils d'ordre technique. C'est surtout leur amour indéfectible qui m'a soutenue au cours de ce retour dans le passé de ma Régionale.

*L'histoire est utile non pour y lire le passé
mais pour y lire l'avenir*

Pananti, poète italien

Avant - propos

Qu'est-ce que la généalogie? De *genos* : origine, quête philosophique se perdant dans l'infini du temps et de *logos* : science, avec méthodes d'enquête et preuves à l'appui, avec catalogage rigoureux et numérotation standardisée, au service des spécialistes en sciences humaines ou en sciences de la vie. Quête et enquête, deux mots qui résument toute la poursuite de ce noble loisir.

Et qu'est-ce qu'un généalogiste? Un chercheur de pistes humaines qui, avec méthode et patience, avec un grain de chance et beaucoup de passion, procède à la découverte d'un arrangement remarquable de personnes et de circonstances lesquelles ont contribué directement à faire de leur histoire, la sienne!

Enfin, qu'est-ce qu'une société de généalogie sinon un regroupement de gens convaincus de la richesse du passé, soucieux de la sauvegarde du patrimoine, des gens généreux de leur temps et expertise, connaisseurs des ressources inexploitées des dépôts archivistiques, des passionnés du travail qui n'en finit pas et qui avec un enthousiasme débordant, convient tous et chacun à la fabuleuse quête des origines.

Ainsi sont les membres de la *Régionale Samuel-de-Champlain de la Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie* qui fêtent leur vingtième anniversaire de fondation.

Avec respect et admiration, je leur dédie ce document.

Suzanne Labelle-Martin

membre n° 6 de la Régionale Samuel-de-Champlain

La Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie

Une mission considérable

On ne saurait ériger une maison sans lui donner une base solide. Il en est ainsi de la fondation de la *Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie*.

Née d'un profond désir de la part de ses fondateurs de sauvegarder le patrimoine franco-ontarien et d'en diffuser ses trésors inexploités, *la Société*, comme ses membres se plaisent à la désigner, veut permettre aux Franco-Ontariens de retracer leurs origines et leur histoire. Tout d'abord, la Société se dote d'une charte provinciale, on dit la première émise en français en Ontario, le 21 avril 1981. Une quinzaine de membres fondateurs se donnent des buts correspondant à la nature même de leur entreprise culturelle, en rédigent les règlements appropriés et se prévalent d'un premier conseil d'administration. Quant aux assises financières, les fondateurs font appel aux divers paliers gouvernementaux.

Le lancement officiel de la Société se veut à la hauteur de ses aspirations et vient couronner les efforts soutenus d'une équipe enthousiaste. Aux Archives publiques du Canada, le 6 novembre 1981, en présence de l'Honorable Pierre Elliott Trudeau, de patrons d'honneur, de signataires de la charte et de nombreux représentants de la scène politique, sociale et culturelle francophone, la nouvelle société de généalogie reçoit des éloges, des vœux de succès et s'attire de nombreux appuis.

Évidemment, il existe à Ottawa d'autres organismes voués à la promotion de l'histoire ou de la généalogie. Toutefois ce qui distingue cette nouvelle venue sur la scène culturelle, c'est sa mission. Une mission considérable!

Son activité veut s'étendre à la grandeur de la province, aviver la fierté, susciter l'intérêt, provoquer une curiosité pour une histoire qui mérite d'être découverte et racontée par le plus grand nombre possible de Franco-Ontariens. Subséquemment, la Société accèdera aux demandes sérieuses pour l'établissement de *centres de recherches et de documentation* ci-après nommées *Régionales*. De concours avec ses membres, elle entreprendra, au cours des années suivantes, la publication de répertoires de baptêmes, mariages et sépultures de paroisses franco-ontariennes dont les données étaient jusqu'alors inaccessibles aux chercheurs. À ce jour, une quarantaine de volumes viennent, non seulement augmenter l'inventaire des bibliothèques spécialisées mais avant tout, proclamer l'enracinement et le rayonnement sur le territoire ontarien d'une population canadienne-française, laquelle, à juste titre, se nomme franco-ontarienne.

Par le biais de la généalogie, les Franco-Ontariens découvrent peu à peu leur passé intime, familial, régional. Des boîtes oubliées, sortent de vieilles photos et des

documents empoussiérés. Les membres publient dictionnaires patronymiques, monographies, biographies, histoires de villages reculés, chroniques généalogiques. Ils organisent des expositions de travaux généalogiques, des causeries, des retrouvailles et des voyages. On les entend à la radio, on les voit à la télévision. Ils prennent d'assaut logiciels et Internet. Dorénavant, les écoliers dressent leur arbre, partie intégrante du programme scolaire. Et grâce aux efforts soutenus et indéfectibles des passionnés d'histoire et de généalogie, une douzaine de Régionales s'établissent d'un bout à l'autre de l'Ontario.

L'organe officiel de la Société est *Le Chaînon*, paraissant deux fois l'an. À tour de rôle, les membres bénévoles de chacune des Régionales sont responsables de la publication. Les articles sont le fruit des recherches des membres de la Société. Le Chaînon est offert gratuitement à tout membre en règle et diffusé au pays comme à l'étranger. La Société affiche, dès les débuts, son emblème, sa devise, son drapeau. L'épinglette se porte avec fierté depuis 1988. Tel que stipulé au règlement, le siège social de la Société est situé dans la région d'Ottawa.

Le but de ce présent travail n'est pas de raconter la grande ou petite histoire de la Société. Le survol rudimentaire de l'établissement de cette vaste entreprise culturelle sert uniquement à mettre en lumière les propos des pages qui suivent. Il ne peut exposer la somme incroyable de travail, tout le mérite des premiers visionnaires et de leurs fidèles successeurs. Après plus de vingt années, l'histoire de la Société saura être racontée, car cette œuvre considérable qui a façonné une tranche de l'histoire franco-ontarienne soulève, d'ores et déjà, fierté, ardeur et reconnaissance.

À l'aube de ce nouveau siècle et à la lueur d'un passé aussi dynamique, il est permis à tous et chacun des membres d'envisager l'avenir de leur Société avec optimisme et enthousiasme. La maison est solide et l'arbre porte fièrement onze fleurons.

Fondation des Régionales

Windsor-Essex	1982	La Seigneurie-Hawkesbury	1984
Ottawa-Carleton (Samuel-de-Champlain)	1982	Saint-Laurent-Cornwall	1986
Sudbury-Laurentienne	1982	La Boréale-Kapuskasing	1986
Du Niagara-Welland	1983	Joseph-Marie Couture-Longlac	1992
La Huronie-Penetanguishene (fermée en 1985)	1983	Timiskaming-New-Liskeard	1992
		Toronto	1994
		La Vieille Branche-Hearst	1998

La Régionale
Ottawa-Carleton

1982-1999

La fondation

Lorsque la SFOHG, soit la Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie est fondée, elle se donne des buts très précis. Elle veut regrouper les Franco-Ontariens intéressés à l'histoire et à la généalogie, promouvoir cet intérêt, sauvegarder et mettre en valeur l'héritage historique et culturel de l'Ontario français. Pour réaliser cette vaste entreprise culturelle, la Société procède à l'établissement d'un premier centre de documentation. L'histoire avec un grand « H » n'est pas étrangère au choix de l'implantation de la première Régionale dans l'Extrême-Sud ontarien tout autant que l'intérêt et l'empressement de ses résidents, descendants des premiers francophones de l'Ontario établis dans cette région de Windsor-Essex au début du XVIII^e siècle.

Le succès rapide de ce premier centre de documentation permet aux dirigeants de la Société de considérer la création de d'autres Régionales moyennant un financement adéquat. Il est évident depuis la fondation embryonnaire de la Société, à l'automne de 1980, qu'il faudra solliciter l'appui financier des gouvernements. Les dirigeants jugent, dès le début, qu'il faut pas moins de 12 000 \$ et tout autant d'effort pour mettre sur pied un centre de documentation.

En attendant la manne, la Société s'installe au 30, rue Murray à Ottawa où une certaine activité de recherche s'effectue à même une bibliothèque installée au sein du siège social. La publicité aidant ainsi que le prosélytisme des membres ont tôt fait d'attirer de nombreux adeptes lesquels, comme membres, font partie intégrante de la SFOHG mais doivent être rattachés à une Régionale pour effectuer des recherches. Comme stipulé dans les règlements: « les Régionales se préoccupent d'abord de questions historiques et généalogiques et de patrimoine local et régional » tandis que les dirigeants de la Société visent de plus hautes sphères. Il est donc dans la logique des choses que le centre de documentation de la SFOHG, déjà fréquenté par les membres du siège social et par les nouveaux adhérents de la région d'Ottawa, se transforme en une deuxième Régionale.

Conformément au règlement où le nom d'une Régionale doit inclure le sigle de la Société et indiquer le nom du territoire ou d'une entité géographique, le conseil provincial la nomme *Régionale Ottawa-Carleton de la Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie*. C'est lors de l'assemblée annuelle de la Société tenue à Orléans, le 8 mai 1982, durant la session de l'après-midi et tel que rédigé au procès-verbal « qu'on demande à M. Gilles Joly, signataire de la Charte, de prendre la responsabilité de la Régionale Ottawa-Carleton. Gilles Joly accepte, et les clefs du 30, rue Murray lui sont remises par la vice-présidente (de la Société), Mme Marier ». Le 14 juin suivant, à 19 h 30, au siège social du 30, rue Murray, à Ottawa, en une réunion spéciale de la Société, les membres présents dotent la Régionale Ottawa-Carleton d'un premier conseil d'administration.

Le 28 juin suivant, Joffre Sigouin et Patricia Leduc signent le *Protocole d'entente* entre la Régionale et la SFOHG, geste officiel de fondation, par lequel les deux parties s'engagent « à œuvrer dans une collaboration mutuelle et à remplir l'une et l'autre les responsabilités et les ententes ». Les journaux de la région, entre autres, *Le Droit* et *Bonjour chez-nous* de Rockland font état de cette nouvelle dimension culturelle et la Régionale reçoit des vœux de félicitations et de succès de personnalités reconnues.

Premier conseil d'administration

1982-1983

Joffre-J. Sigouin, président	Olivier Bilodeau
Gilles Joly, vice président	René Leduc
Guy Brunet, trésorier	Gaétane Parisien
Patricia Leduc, secrétaire	Jean-Yves Pelletier
Irène Lefebvre, secrétaire-adjointe	Suzanne Sigouin

Le nouveau conseil ne chôme pas! Lors de leur première réunion officielle, le 24 juin 1982, il fixe d'abord le montant des cotisations dont une partie sera remise en ristournes à la SFOHG : pour une personne, 12 \$; pour un couple ou une famille, 18 \$; pour un étudiant à temps plein, 4 \$ de même que pour les personnes de « l'âge d'or ». Pour une année de loisir, qui fait mieux?

Le centre de recherche est ouvert les lundis et mercredis de 19 h à 21 h. Le centre est tout à la fois siège social de la Société et centre de documentation pour la Régionale. Le conseil de la Régionale procède alors, à la formation de comités pour gérer les activités qui lui sont dévolues. De toute évidence, la formation d'un comité d'accueil est de première importance. (Les procédés mis en vigueur dès le début viennent encore après vingt années, appuyer les bénévoles dans leur travail). Il ne suffit pas pour les gens à l'accueil de distribuer salutations et sourires. Ils s'occupent d'abord d'adhésion et d'inscription au livre des présences. Ils voient même à l'ouverture et à la fermeture d'un local rangé et propre. Tout à fait élémentaire! Là où se complique l'accueil, c'est dans l'initiation du néophyte en recherche généalogique.

À part quelques initiés, les membres à l'accueil n'ont qu'une vague idée de la recherche généalogique. C'est en faisant le tour du propriétaire qu'ils se rendent compte des possibilités de réussite mais aussi de l'importance de leur travail.

La bibliothèque possède environ un millier de livres, classés, à l'époque, selon les anciens comtés électoraux du Québec et de l'Ontario. La plupart des volumes sont des répertoires de mariages à partir desquels le généalogiste peut remonter une lignée. Quelques incontournables comme le dictionnaire généalogique Tanguay, un Drouin et des publications analogues forment la base nécessaire pour commencer une recherche. Toutefois, les bénévoles se permettent de rêver aux futures acquisitions, prestigieuses et chères.

Le guide improvisé doit passer très vite à la formation du chercheur. Il dirige le néophyte dans sa recherche initiale, lui inculque une certaine méthode de travail. Faute d'expérience, il lui transmet surtout son enthousiasme et lui prodigue encouragement lorsque le chercheur constate, dès l'amorce, que sa quête sera longue et ardue. Combien de fois aura-t-on refait la feuille de travail généalogique que le néophyte attaque comme un casse-tête à finir en deux temps trois mouvements?

A beau vouloir, le bénévole s'aperçoit qu'il a besoin d'une formation plus poussée, car à l'été de la fondation, déjà une quarantaine de personnes fréquentent le centre de documentation. Le conseil monte donc un comité de formation. Des cours sont prévus tout d'abord pour les gardes du centre, ensuite pour les membres du conseil, pour les 12 étudiants du club de généalogie de l'école De La Salle sous la direction de Jean-Yves Pelletier, puis pour les membres en général. La publicité entreprise rapporte déjà. Le président annonce le 24 septembre un total de 76 membres dûment acceptés lors des réunions du conseil. Les nombreuses présences consignées au livre de signature témoignent déjà de l'intérêt que portent les membres à ces soirées de renseignements et de partage généalogique.

Le succès évident du recrutement incite Jean-Claude Imbeault, le président de *la Provinciale*, (l'usage a consacré l'appellation; elle désigne tantôt le conseil d'administration de la SFOHG, l'administration du siège social, le bureau provincial ou le conseil provincial) à convoquer, le 5 août, les membres de la Régionale pour discuter d'une fusion possible entre la SFOHG et une autre association généalogique soit la Société d'histoire et de généalogie d'Ottawa. Consciente qu'elle est appelée, pour la première fois, à jouer un rôle qui relève clairement du conseil provincial, la Régionale, d'abord réticente, accepte de s'occuper du dossier. Un comité d'étude rencontre des représentants de l'autre société, le 9 septembre suivant. Les discussions achoppent sur les avoirs respectifs et la provenance des chartes et à toutes fins pratiques aux réunions subséquentes, le projet de fusion entre les deux sociétés est relégué aux calendes grecques.

D'ailleurs, le conseil de la Régionale se sent pressé par les événements. Suite à une rencontre amicale avec des représentants de la Régionale Windsor-Essex, le conseil considère, à l'instar de cette dernière, se prévaloir de subventions pour l'avancement de la Régionale.

Les fonds demeurent insuffisants; il n'y a que 470 \$ en caisse au 7 octobre 1982. Vice-président à la Régionale, René Leduc fait équipe avec Louise Décarie-Marier, vice-présidente de la Société pour élaborer une demande de subventions à Emploi et Immigration Canada spécifiant l'embauche de trois personnes à temps plein pour une période de travail d'un an. Il faut faire vite, les demandes de subventions comportant des dates d'échéances. On retient son souffle jusqu'à la fin d'octobre.

En espérant une réponse affirmative de la part du Ministère, le conseil s'attarde à l'étude des règlements régissant les Régionales, dont les suggestions de changement doivent être remises au conseil provincial fin janvier 1983. Il met en branle aussitôt la toute nouvelle chaîne téléphonique pour annoncer une première soirée culturelle le 11 novembre suivant. Louise Décarie-Marier présente un programme de diapositives intitulé : « Survol au pays des ancêtres ». La réussite de cette soirée incite le conseil à présenter, le mois suivant, une causerie de Joffre Sigouin sur le village d'Embrun. À la suggestion de Gilles Joly, on ouvre le dossier « Archives de la Régionale », précieux héritage composé de procès-verbaux et autres « papiers de famille » auxquels est grandement redevable votre scribe. Comme la fin de l'année approche, des membres procèdent au ménage. Ils ajoutent des chaises et des tables de travail, la Provinciale range ses effets dans un cagibi attendant, le conseil remanie le formulaire d'adhésion et le papier à lettre. L'en-tête affichera l'écusson de la Société, œuvre d'un membre de la première heure, l'écrivain franco-ontarien Paul-François Sylvestre, et sera signé de la devise « né d'une race fière ». La Régionale termine l'année 1982 avec une centaine de membres et la Provinciale avec une subvention en poche.

Grâce à cette aide financière versée à la Provinciale, trois employés s'occupent, pour les prochains huit mois, de la bibliothèque, des fichiers et du catalogage sous l'habile direction de René Leduc. En bonus, le centre de documentation est dorénavant ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 16 h et les lundis et mercredis soirs comme d'habitude. L'ouverture du centre le jeudi soir ne dure pas. Toutefois, les bénévoles de la Régionale continuent leur rôle de mentor auprès des débutants, s'ingénient à trouver de nouveaux adhérents, s'occupent des conférences et des ateliers et des menus détails qui facilitent les recherches des membres.

Ainsi l'épisode des clefs... Il faut savoir qu'à l'époque, la rue Murray était le fief des filles de joie. Non satisfaites du trottoir, elles s'arrogeaient le minuscule perron de l'édifice. Elles considéraient l'invasion nocturne des généalogistes comme une menace et, à la guerre comme à la guerre, elles proposaient sans vergogne leurs attributs au cher conjoint attendant patiemment dans la voiture la conjointe-généalogiste. Il devenait donc impératif de bien mettre sous clef la porte de l'édifice dès le soir tombé. Le propriétaire refusant de brancher une sonnerie à notre centre du troisième étage, il fallut donc servir de portier jusqu'au soir où une rafle importante vida le trottoir et nous rendit le perron. On décida de changer occasionnellement la serrure du local et de limiter le nombre de clefs en circulation.

Dans ce grand local éclairé par de larges fenêtres donnant sur une rue bruyante, se côtoient employés, bénévoles, représentants de la Provinciale, ceux de la Régionale et les chercheurs. Tous y font relativement bon ménage et l'ambiance est tout au plus fébrile. Contrairement aux pas feutrés et aux chuchotements des grandes bibliothèques, les préposés du centre de recherches encouragent une certaine forme d'expression à haute voix. De la généalogie interactive! C'est ainsi que deux généalogistes se retrouvent cousins, que les découvertes de l'un favorisent la recherche de l'autre et que tous partagent la joie de celui qui, enfin tombe sur la grand'mère manquante. Il ne faut pas croire pour autant à la cacophonie mais plutôt à un bourdonnement d'activité contrôlée.

Comme il ne peut toujours faire beau, déjà quelques nuages gris s'annoncent à l'horizon. Le dédoublement des responsabilités et l'interprétation de certains règlements, surtout ceux en matière de subventions, viennent quelque peu assombrir le climat d'entente entre la Provinciale et la Régionale. La Régionale préférerait voler de ses propres ailes. Et la Provinciale a fortement souligné l'autonomie des Régionales lors de sa dernière réunion. Donc, pour se distinguer de la Société, la Régionale se dote d'une case postale distincte et appose son adresse postale sur tous ses documents. La recherche d'un local est déjà entreprise. Toutefois, il ne faut pas croire que les difficultés de coexistence disparaissent. La séparation s'annonce difficile tel l'enfant qui s'affranchit de l'autorité parentale.

Portée par ces premiers gestes d'affirmation, la Régionale reprend ses activités. Des conférenciers de marque tel Séraphin Marion et Lucien Brault attirent une quarantaine d'intéressés à chaque soirée. Le 12 janvier 1983, l'éminent professeur Marion qualifie de miracle, la survivance du français en Ontario. Le 9 février suivant, c'est au tour du Frère Hubert Houle, directeur du Centre de généalogie des Frères du Sacré-Cœur, à Ottawa. Une trentaine de membres s'entassent autour des tables pour écouter l'« Histoire des Houle ». Mercredi le 9 mars, Lucien Brault, professeur et historien, captive l'auditoire en parlant de la crise scolaire suite au Règlement XVII. Sur un ton plus léger, on monte, en avril, une soirée « Montrer et Raconter » et un nouvel atelier de généalogie sous la direction de Olivier Bilodeau et de Jean-Yves Pelletier. En mai, les membres se dirigent vers le Vieux-Montréal et ses églises historiques. À la Pointe-Saint-Charles, un arrêt apprécié à la Maison Saint-Gabriel, métairie de Mère Bourgeois et des religieuses de la Congrégation de Notre-Dame. Chance unique, ils visitent aussi la maison tricentenaire des Hurtubise grâce à Louise Décarie-Marier. On qualifie de succès cette première sortie de groupe. Lors du Festival franco-ontarien, on monte un premier kiosque d'information sur la Société et la Régionale. Peu après, le conseil accepte, tout fier, 22 nouveaux membres. Quarante et une personnes signent le livre des présences lors de la première assemblée annuelle de la Régionale, le 20 juin 1983. Le premier mandat se termine avec 127 membres et 1 258 \$ en caisse.

Que faut-il retenir de cette première année sinon que par leur dévouement sans borne, souvent dans l'ombre pour certains, par leur enthousiasme et leur ténacité, ces premiers administrateurs ont donné forme au beau projet culturel qu'on nomme aujourd'hui Régionale Samuel-de-Champlain. À leur manière et dans le feu de l'action, ces artisans de la première heure ont su façonner un maillon solide et durable dans la grande chaîne des Régionales de la Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie.

Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud...même au mois de juillet. C'est ainsi que le nouveau président du conseil, Michel Perron convoque une première réunion pour le 4 juillet 1983. L'ordre du jour comprend 21 points à discuter. La prière à l'Esprit-Saint n'est pas de trop! La réunion s'ouvre à 19 h 40 et se termine à 22 h 15 au grand soulagement des participants. Les nouveaux conseillers repartent tout de même stimulés, prêts à donner le meilleur d'eux-mêmes. L'année se déroulera sous le thème du service aux membres.

Pour donner vie au thème, la secrétaire s'empresse d'expédier une première lettre aux membres. En date du 27 juillet, la missive rappelle que le centre offre aux chercheurs de nouveaux répertoires ainsi que de nouvelles publications concernant l'histoire franco-ontarienne. Les heures d'accès demeurent les mêmes que l'an passé. Le conseil innove en présentant deux cahiers complémentaires « Je cherche » et « J'ai trouvé ». Ils sont disposés au centre des tables de travail afin d'aider aux déblocages généalogiques. Dans l'un, le chercheur inscrit son problème, et l'âme charitable ayant trouvé une solution, transfère la feuille au second cahier. C'est ce qu'on appelle de l'entraide généalogique.

1983-1984

Deuxième conseil d'administration

« Il y avait 40 membres présents à la réunion, dont 36 éligibles pour la votation. Ainsi une majorité d'au moins 19 votes pour qu'un candidat soit élu. Il a été décidé que les quatre premiers postes seraient par élection individuelle et les six autres postes par une élection en groupe. » Ainsi se déroula les élections de l'assemblée générale annuelle du 20 juin 1983 tel que consigné au procès-verbal par la secrétaire sortante Patricia Leduc.

Michel Perron, président

René Leduc, vice-président

Suzanne Ouimet, secrétaire

Paul R. Marier, trésorier

Estelle Lapalme

Yvette Leroux

Suzanne Labelle-Martin

Jean-Yves Pelletier

Paul Poulin

Denis Ouimet

Suite à la démission de Suzanne Ouimet, le secrétariat est assumé par Suzanne Martin. Henri Brunet se joint au conseil.

C'est bien parti. Depuis le 4 juillet, 22 autres membres sont acceptés en bonne et due forme lors de la réunion mensuelle. Le calendrier d'activités fait partie d'une deuxième missive aux membres soulignant l'ouverture du centre le dimanche après-midi. C'est à la suite d'un sondage auprès des membres que cette initiative prend forme, moyennant un taux acceptable de présences. Toutefois le centre reste ouvert le lundi soir et le mercredi, jour et soir, toujours sous la bonne garde de volontaires aimables et disponibles.

Selon les besoins, le conseil répartit quatre cours de généalogie pour les débutants et les initiés au cours de l'année. Côté conférences, les membres accueillent l'archiviste M. Victorin Chabot. Rarement aura-t-on vu tant de têtes penchées sur les cahiers de notes afin de consigner tous les menus détails et grandes adresses des sources archivistiques concernant le Canada, conservées en France. Pour parler de toponymie canadienne-française, le conseil invite René Leduc, expert en la matière. Une autre soirée « Parler-Montrer » s'avère un succès. Cependant, deux événements majeurs viennent marquer cette année. Le conseil organise un mini-congrès (nommé ainsi) et un voyage à Québec.

De la bonne volonté, de l'enthousiasme, de l'initiative. Voilà les ingrédients pour la réussite de ce « mini-congrès » du 19 novembre 1983. Avec 200 \$ tout au plus pour manœuvrer, les membres se mobilisent pour monter une journée intéressante. La recherche d'une salle conduit à la cathédrale Notre-Dame d'Ottawa pour la tenue de cette rencontre. Les participants pourront profiter de l'occasion pour admirer l'intérieur de ce joyau patrimonial et visiter la crypte où reposent les évêques du diocèse d'Ottawa. La publicité annonce l'entrée gratuite et le dîner libre. Se sentant en moyens, la Régionale offre les beignes et les rafraîchissements pendant la pause. L'horaire de cette journée d'étude s'annonce chargé: - un atelier de généalogie et son aspect pratique - une causerie sur « Le parler français de nos ancêtres » et une démonstration sur l'utilisation de la bibliothèque. À l'affiche aussi, un diaporama sur un voyage en France. Chaleureusement accueillie, Mme Georgette Lamoureux, écrivaine et historienne raconte les faits et gestes des pionniers francophones de Bytown et offre à la Régionale ses livres dédiés à ce sujet. On compte 75 personnes qui ont profité de cette journée tout à fait spéciale et enrichissante.

Le succès de la visite du Vieux-Montréal, en mai 1983, suscite le vif désir de « monter » à Québec. Les responsables nolisent un autobus, préparent le parcours, choisissent les sites à visiter et le 25 mai 1984, quarante-quatre personnes se mettent en route. La bonne humeur règnera pour les trois prochains jours. On chante, rit, raconte des histoires convenables. Quelques heures aux Archives nationales situées au Pavillon Casault de l'Université Laval, une soirée libre dans la vieille ville de Québec et le groupe repart le lendemain pour la côte de Beaupré. C'est le Père Gérard Lebel qui accueille les voyageurs à Sainte-Anne et privilégiés sont-ils de pouvoir manier les premiers registres de cette paroisse ancienne. Ils se rendent à la vieille chapelle sur le chemin Royal pour

se diriger ensuite aux étourdissantes Chutes Ste-Anne. Ils visitent Château-Richer, l'Ange-Gardien, Courville, Montmorency pour ensuite filer vers l'Île d'Orléans et ses églises historiques. Au souper, M. Henri Aubin captive les invités avec ses histoires de l'Île. Le lendemain, une messe à la basilique de Québec, une visite au Musée des Ursulines et très vite, hélas! sur le chemin du retour, les voyageurs passent par Saint-Augustin, Deschambault effectuant comme il se doit, un arrêt dans une boutique d'artisanat. Fourbus mais joyeux, les participants arrivent enfin à Trois-Rivières où les attendent les membres de La Société de généalogie de la Mauricie et des Bois-Francs. Un bon souper, une causerie par M. René Beaudouin sur le 350^e anniversaire de Trois-Rivières et calmement, les voyageurs qui, comme Ulysse ont fait un beau voyage, reprennent la route vers Ottawa.

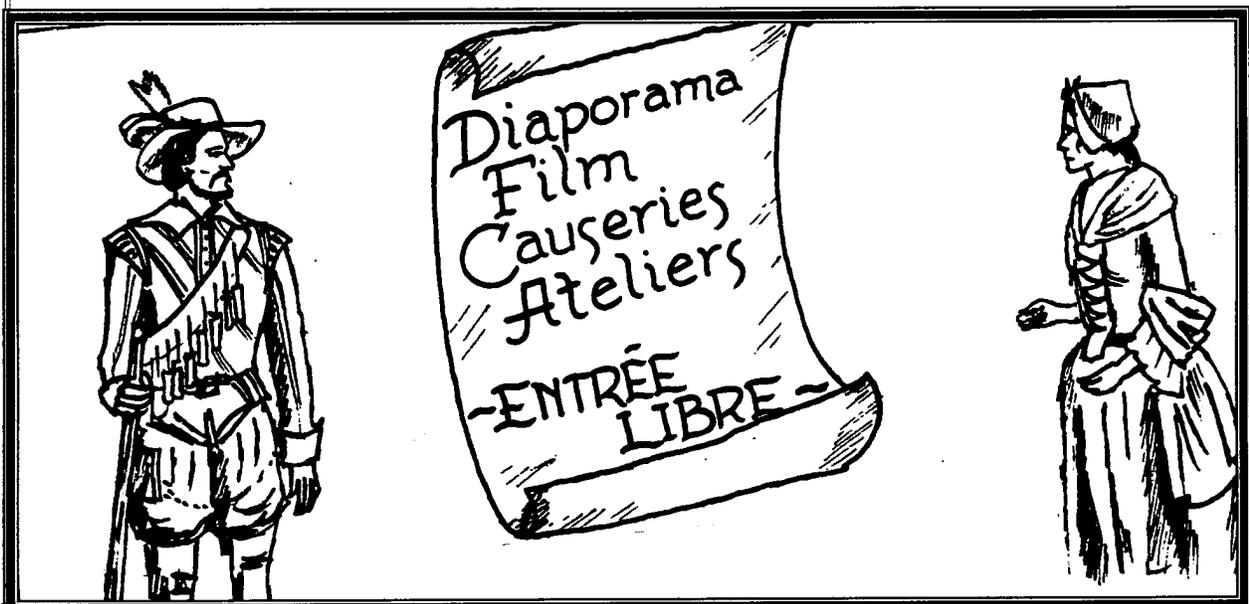
Entre ces deux activités qui ont polarisé les efforts et l'enthousiasme des responsables, d'autres s'occupent à soumettre deux projets pour l'obtention de subventions. Ils projettent de monter un fichier de noms à partir de revues généalogiques et d'entreprendre des relevés de baptêmes, mariages et sépultures des paroisses francophones de la région. La réponse ne se fait pas attendre, l'une est rejetée, l'autre est mise en attente. Henri Brunet qui a accédé au poste de conseiller se charge de faire avancer le dossier. Votre scribe accède au poste, ô! combien enviable, de secrétaire.

Pour la première fois, les gardes à l'accueil constatent que des livres sont subtilisés, quelques-uns irremplaçables, les éditions étant épuisées. Le manque chronique de fonds ne permet pas de doter la bibliothèque d'un système préventif de vol. Les membres se consolent tout de même avec les nouvelles acquisitions dont le Dictionnaire généalogique des familles du Québec dorénavant appelé « le Jeté » et une partie de la collection du Programme de recherche en démographie historique de l'Université de Montréal, le P.R.D.H. Il devient évident que les adhésions sont à la baisse et qu'il faut passer au recrutement. Les nouvelles acquisitions servent souvent à attirer la clientèle. Mais la manne sera de courte durée. Le conseil provincial annonce des coupures budgétaires et la Régionale devra garnir les rayons de sa bibliothèque avec ses propres moyens. Le conseil va quand même de l'avant. La lettre au nouveau membre inclut, outre la carte de membre numérotée, la liste des nouveaux livres, quelques feuilles de travail ainsi qu'un document d'initiation à la recherche préparé par les membres de la Régionale Windsor-Essex. Avec raison, le conseil anticipe de la part de la Provinciale une augmentation des cotisations qui passent effectivement à 20 \$ par couple, 15 \$ par adulte, 10 \$ pour étudiant et l'âge d'or.

Le loyer est cher et les dirigeants prévoient une augmentation lors du prochain bail en septembre 1984. Situé à quelques pas de la rue Sussex, l'édifice pourra commander des loyers exorbitants suite à la pénurie de bureaux à valeur locative dans ce secteur exclusif. Vite, on se rend compte qu'il sera difficile de trouver un logement abordable. Pour parer à cette éventualité, le conseil provincial et celui de la Régionale abordent la question de manière informelle.

Toutefois, on sent déjà de part et d'autre que le discours de bonne entente s'effrite à mesure que s'envole l'argent reçu des subventions. Qui de la Provinciale ou de la Régionale s'occupera de cette location, fera les demandes pour les subventions? Et le téléphone? La Régionale décidera de verser 400 \$ par année pour le coût de base du service téléphonique. Elle ne pourra faire plus, son compte de banque oscillant entre la pauvreté et la misère. Et faut-il le dire, la cohabitation devient compliquée. Outre le manque chronique de fonds, la répartition des horaires, le manque d'espace pour bien fonctionner, il devient de plus en plus difficile de distinguer les pouvoirs ou les limites de chacune des parties. Les membres se plaignent aussi de la rareté du stationnement, de l'accès au centre non adapté pour les handicapés et des filles de rue qui ont repris de plus belle, leurs activités. On peut trouver mille et une raisons quand ça va mal. Cependant, tous ont à cœur la réussite de l'entreprise et les deux parties s'accordent pour continuer à cheminer ensemble.

Bonne nouvelle! On a trouvé un local. En attendant le déménagement, le conseil s'attarde au plus pressant, soit à l'assemblée annuelle fixée au 11 juin 1984 et au choix d'un membre méritant, nouvelle initiative de la Provinciale. Les conseillers s'accordent pour décerner le certificat à Louise Décarie-Marier, membre de la Régionale, membre fondateur et présidente de la SFOHG. Le mandat 1983-1984 se termine avec 168 membres. Le président souligne, lors de son rapport, le grand dévouement et les efforts concertés de tous les bénévoles. C'est avec satisfaction et fierté que ce deuxième conseil d'administration passe le flambeau à la prochaine équipe.



Partie de l'affiche du « mini congrès » du 19 novembre 1983

Prestement les livres s'empilent dans les boîtes, les effets s'entassent dans le camion. La Régionale et la Provinciale déménagent. Le 46 b de la rue Beechwood est situé à l'étage d'une maison convertie pour loger une succursale de la Banque Nationale. Un logis modeste, avec cuisinette et toilette. On est à l'étroit mais le loyer est abordable. Il y a du stationnement, des autobus à la porte et un restaurant au coin. Par contre, l'escalier pose un problème aux handicapés. Les bénévoles s'occupent de tout ranger, avec ingéniosité faut-il dire, et le local est tout fin prêt pour la première réunion du conseil le 28 juin suivant.

Les conseillers s'inquiètent d'abord de la répartition du loyer entre la Régionale et la Provinciale et de la garde du centre, car l'été, on fait relâche. Mais le dévouement ne compte pas les heures et des membres assurent l'ouverture du centre le mercredi, jour et soirée. La Régionale décide d'être présente le 1^{er} juillet au Domaine Billings pour faire de la publicité et elle prépare une lettre aux membres avec une carte du nouvel emplacement, la liste des activités proposées et un rappel au recrutement.

Pour les dirigeants, recrutement et logement vont de pair. Tandis que Olivier Bilodeau et son équipe s'occupent des ateliers de généalogie et de déblocage, que Huguette Cheatley prend la charge du comité de téléphone, Denis Ouimet qui a la responsabilité des heures d'ouverture et de la garde depuis deux ans déjà, monte un premier concours de recrutement. Le tirage de pièces numismatiques lors de la prochaine assemblée annuelle sert d'encouragement aux participants qui ont amplement de temps pour faire monter le thermomètre indicateur placé bien en évidence dans le haut de l'escalier. Confiant en l'avenir et aux efforts déployés, le conseil s'entend à l'amiable avec la Provinciale pour défrayer une partie des coûts du loyer et du téléphone.

Les généalogistes jouissent de nouvelles acquisitions, des livres nouvellement reliés grâce à une subvention à la Provinciale, d'une photocopieuse usagée.

1984-1985

Troisième conseil d'administration

L'élection de ce nouveau conseil se tient selon les « Lignes de conduite des régionales » mises en vigueur depuis l'assemblée annuelle de la SFOHG le 28 avril précédent. Devant le refus de 8 personnes soumises au poste de président, l'assemblée s'accorde pour passer à une autre modalité d'élection proposée dans les nouveaux règlements que plusieurs considèrent plus flexibles. L'assemblée procède à la nomination de 10 personnes qui, élues en bloc, déterminent entre elles les postes à combler.

Henri A. Brunet, président
Denis Ouimet, vice-président
Suzanne Ouimet, trésorière
Suzanne Labelle-Martin, secrétaire
Jeanne d'Arc Dalrymple
Gertrude St-Denis
Albert Boisvert
Huguette Cheatley
Lyla Côté
Paul Poulin

Suite aux démissions, prendront la relève Rémi Plante, Paul Marier, André Martel et Marie-Andrée Sleovan.

Les causeries sont limitées, l'espace étant restreint. Toutefois Olivier Bilodeau présente un exposé sur son récent périple en France. Parlant voyage, des membres tentent d'organiser une visite dans la région de Vaudreuil, mais c'est partie remise.

Sous la direction de Denis Ouimet, une équipe relève les mariages de Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil et la publication est faite en collaboration avec le Centre de généalogie Sacré-Cœur dont le Frère Houle en est le directeur. Des bénévoles entreprennent la recension des registres de la paroisse Sainte-Famille d'Ottawa. Le projet tombe dû aux heures d'accès limitées. À la longue, les bénévoles se rendent compte qu'il est difficile d'obtenir la permission de copier les registres de paroisses. Les curés sont réticents et l'archevêché l'est autant. Il est aussi difficile de comprendre comment certains ont pu, auparavant, avoir accès à ces registres pour en microfilmer ou publier le contenu. Une nouvelle demande de subventions par la Régionale reste sans lendemain. Cependant la SFOHG obtient un peu d'argent pour entreprendre le codage des livres du centre, nécessaire pour l'inventaire et obligatoire pour les assurances.

Au cours de l'année, plusieurs démissions obligent le conseil à revoir les arrangements tacites entre la Régionale et la Provinciale. Cette dernière crée alors, les postes d'agents de liaison qui, par leur diplomatie, rendent conviviales les relations entre les membres du siège social et du conseil régional. L'assemblée annuelle de la SFOHG est désormais tenue en juin ce qui oblige les Régionales à tenir les leurs plus tôt. Denis Ouimet trouve le temps de compiler des statistiques sur la fréquentation du centre par les membres. Il en ressort que malgré les heures réduites et le déménagement, un total de 2 350 visites auront été effectuées au cours des 32 mois depuis la fondation. La Régionale finit l'année avec 152 membres. Grâce au concours de recrutement, le conseil a récupéré des adhésions en souffrance et des nouveaux adeptes. En caisse, un peu plus de 1 000 \$ à laisser en héritage aux prochains administrateurs. Quant au dévouement, il reste incalculable.

À la fin de son mandat le 25 avril 1985, Henri Brunet aura des paroles qui résonnent encore aujourd'hui : « Puisque notre Société est composée de bénévoles, il faudrait que chacun et chacune soit prêt à consacrer un peu de son temps à son bon succès. Et il souligne, « Il ne suffit pas de se servir de la Société, il faut aussi la servir. »

SOCIÉTÉ FRANCO-ONTARIENNE D'HISTOIRE ET DE GÉNÉALOGIE	RÉGIONALE OTTAWA-CARLETON C.P. 7291, Succ. Vanier, (Ontario) K1L 5A0
	Heures d'ouverture au Centre de recherche, 50, rue Vaughan, Ottawa
LAISSEZ-PASSER POUR UNE VISITE GRATUITE	Dimanche: de 13h à 16h Lundi: de 13h à 16h et de 19h à 22h Mardi: de 10h à 11h et de 19h à 22h Jeudi: de 13h à 16h et de 19h à 22h
	Personne ressource Téléphone

Tous se remettent à la tâche. Il y a tant à faire pour justement « servir ». Le conseil s'occupe d'abord du terre à terre : les comptes à payer, les ententes à finaliser avec le Frère Houle pour la publication de futurs répertoires, (les subventions se faisant rares), une cinquantaine de tableaux Gingras à commander, des répertoires franco-ontariens à expédier à la reliure, un don de 25 \$ à offrir à la paroisse Saint-Charles pour le prêt de leur salle lors de la réunion annuelle. Les problèmes de sonnette et de clefs rappellent momentanément ceux du local précédent et on s'interroge sur les fantômes du déménagement.

Un peu d'humour rend la routine plus agréable, surtout quand la rumeur d'un nouveau déménagement vient tempérer un tant soit peu l'ardeur des élus. Des membres procèdent à la publicité auprès des enseignants, du grand public. Ils ont besoin de 500 nouveaux feuillets de publicité. En juillet et août, le centre ne sera ouvert que le mercredi soir ce qui donnera répit aux gardes. Il est suggéré d'ajouter, à la feuille d'adhésion, la mention « parrain ou marraine du nouvel adhérent » pour faciliter les rapports d'aide entre les membres. Les dirigeants restent sans réponse à la question d'un membre demandant de clarifier la notion de « couple » sur le formulaire d'adhésion et tout autant à l'épineuse question des fumeurs. Plus facile de parler filiations que de rapports sociaux...

Le couperet est tombé! La Régionale doit fermer. La Provinciale se décharge de la responsabilité de signer le prochain bail. Elle invoque le manque de fonds appropriés et elle s'en dit profondément attristée. Elle demande de ne plus accepter de nouvelles cotisations et de fermer le compte de caisse. On est le 28 juin 1985 et il ne reste qu'un mois de location.

Rétrospectivement, cette « crise du logement » aura cristallisé pour longtemps les énergies des dirigeants et des membres de la Régionale. Tel un oiseau poussé hors du nid, la Régionale concentre, dès lors, tous ses efforts vers sa survie. Tout d'abord, elle convoque une réunion spéciale de tous les membres pour le 16 juillet « pour informer ses membres et trouver des moyens lui permettant de fonctionner ». Trente-quatre personnes s'entassent dans le petit local pour décider du sort de leur centre de documentation. Les autres seront mis au courant des décisions par communiqué.

1985 - 1986

Quatrième conseil d'administration

Paul R. Marier, président

Paul Poulin, vice-président

Joanne Séguin, secrétaire

Suzanne Martin, secrétaire-adjointe

Suzanne Ouimet, trésorière

Henri A. Brunet

Huguette Cheatley

Oscar Lemieux

André Martel

Denis Ouimet

Démissionnaire, Oscar Lemieux est remplacé par Aimé Brunet.

Les membres d'abord refusent catégoriquement l'ultimatum de la Provinciale. Ensemble, ils dressent une liste imposante de suggestions pour le financement et le relogement de la Régionale et l'assemblée forme un comité pour s'en occuper.

Sur une cinquantaine de propositions, le comité en retient onze: — l'envoi de lettres pour un appui financier — l'émission de reçus d'impôt pour des dons — la création de macarons — l'édition d'un calendrier historique — la compilation de répertoires, l'organisation d'une soirée bénéfice — une grande campagne de recrutement, l'augmentation des cotisations — une campagne de publicité — la vente d'un livre de lignées directes — une nouvelle demande de subventions auprès de Wintario. (Le comité avec l'appui indéfectible de certains membres saura à court et à long terme mettre en œuvre une grande partie de ces recommandations.) Une suggestion d'amalgamation de la Provinciale et de la Régionale est rejetée. Les dirigeants reconnaissent la générosité de la Société-mère à leur égard mais sont aussi conscients qu'il faut s'en tenir aux objectifs spécifiques aux deux parties comme il est clairement décrit dans les statuts et règlements. Loin d'être découragés, les participants à la réunion se sentent d'attaque, confiants qu'après la tempête, il y a du beau temps. On passe le chapeau et avec d'autres dons ultérieurs, le comité amasse 200 \$, cagnotte suffisante pour lancer le comité et sa campagne de sollicitation de fonds auprès d'hommes d'affaires, d'associations et de commerces.

Le comité tient trois réunions en pleine canicule. Il compose et expédie lettres et demandes de dons, se met à la recherche d'un local gratuit ou abordable. À grand regret, le conseil met la clef dans la porte. Les propriétaires d'un magasin d'alimentation de la rue Beechwood acceptent généreusement de remiser les caisses de livres et tout le matériel de bureau jusqu'à nouvel ordre. Ils y resteront du 20 juillet au 14 septembre. Le conseil doit tenir ses réunions tantôt à la résidence de Paul Marier, le président, tantôt dans un local de l'ancienne école Saint-Pierre d'Ottawa.

Les membres sont privés de leur centre de documentation. Sauront-ils revenir? Quitter pour ailleurs? Abandonner leurs recherches? Autant de questions, autant d'inquiétude pour le conseil.

Eurêka! Un local est disponible au 50, rue Vaughan dans l'ancienne école Barrette désaffectée. Le centre ouvre le lundi, 23 septembre, de 19 h à 22 h. Dans une salle de classe aux grandes fenêtres, aux murs plaqués d'immenses tableaux noirs devant lesquels sont alignées les bibliothèques remplies de livres dépoussiérés, le bénévole à l'accueil attend anxieux, le retour des chercheurs, le dimanche après-midi, le mercredi, de jour et de soir ainsi que les jours d'ateliers de généalogie pour les écoliers. On s'était fait du mauvais sang! Une note au cahier des présences indique 192 visites pour le mois d'octobre malgré la restriction des heures d'ouverture. Le statisticien improvisé de la Régionale, Denis Ouimet, écrit « Bravo! » lorsque la compilation révèle 1 343 visites pour l'année 1985 malgré tous les inconvénients. Quant aux efforts et aux soucis, ils demeurent toujours incalculables.

Pour alléger le travail des gardes du centre, le conseil passe au peigne fin les procédés pour les photocopies, les adhésions, la vente de matériel généalogique, les dons, les clefs... Interdiction de fumer, d'écrire dans les livres ou de les emprunter. Un cahier de correction, ainsi nommé, est mis à la disposition des chercheurs pour signaler les erreurs ou omissions trouvées dans les volumes. Les conseillers se proposent d'en faire ultérieurement, une publication. Denis Ouimet présente un organigramme des comités et de leur fonctionnement et un document sur le recrutement. Un cahier de garde est mis à la disposition des responsables pour relayer les messages et mettre fin à la prolifération des petits papiers perdus. Dans une salle de classe, comment faut-il se sentir sinon discipliné?

Outre les ateliers de généalogie, la Régionale innove avec un 24 heures de généalogie tenu par une trentaine de mordus en plein cœur de février. Denis Ouimet tient le coup seul, de minuit à l'aube quand Henri Brunet vient le remplacer au petit matin. Il paraît que, le café aidant, les recherches furent fructueuses. Signe des temps nouveaux, des membres offrent une causerie sur l'ordinateur et la généalogie. Lors de la réunion annuelle, le 7 mai 1986, tenue un soir de partie de hockey éliminatoire entre Le Canadien et New York et tel qu'inscrit à l'ordre du jour de cette réunion (ce qui prouve que les généalogistes ne vivent pas seulement dans le passé) des participants reviennent à la charge sur la question des membres hors province qui, depuis 1983, ne peuvent ni voter ni siéger sur les conseils de la Société. Les membres souhaitent que ce problème soit soumis à l'assemblée annuelle de la SFOHG.

Malgré les tracas du déménagement, le conseil termine son mandat avec trois grands projets en marche : les relevés des baptêmes, mariages et sépultures des paroisses de Cyrville et de Rockland, la compilation des travaux généalogiques des membres pour la publication de « Lignées directes » sous la direction de Denis Ouimet et l'ébauche d'un projet d'un calendrier historique pour 1987. La campagne de recrutement aura amené 46 nouveaux membres. La trésorière révèle, avec une certaine inquiétude, le pauvre état du compte de la caisse. Un peu plus de 800 \$ à léguer au prochain conseil!

Sans l'ombre d'un doute, une vingtaine de bénévoles sont candidats au certificat de mérite de la Régionale décerné lors des assises annuelles de la Société. Le choix de Denis Ouimet à cet honneur hautement mérité concrétise l'engagement exceptionnel et le sens aigu des responsabilités de sa part mais aussi de tous les bénévoles envers leur Régionale.

Confortablement installés dans cette grande salle de classe de l'ancienne école Barrette, les chercheurs s'adonnent à leur loisir favori tandis que quelques bénévoles font le codage des livres, remettent en place les répertoires empilés ou

1986 - 1987

Cinquième conseil d'administration

Patricia Leduc, présidente

Del Val Paquette, vice-président

Edgar Levasseur, secrétaire

Suzanne Ouimet, trésorière

Aimé Brunet

Henri A. Brunet

Vincent Gratton

Hector Lavergne

Vincent Levasseur

Denis Ouimet

Suite à la démission de Edgar Levasseur, le rôle de secrétaire est assumé par Henri Brunet. Guy-Yves et Jean-Guy Pelletier prennent la relève de Vincent Gratton et de Denis Ouimet lors de leurs démissions. Le conseil finit l'année avec 9 membres.

aident avec diligence un chercheur mal pris. Le centre a ses habitués et eux ont leur journée préférée. Un radio émet une musique en sourdine et grâce au prêt attentif d'un chercheur, le local bénéficie d'éventails pour la saison chaude. L'hiver, il faut avoir recours à une chaufferette. On se plaint souvent de l'éclairage. L'atmosphère rendue confortable fait souvent oublier la vétusté des lieux. Tout de même, il faut en payer la location, en entier, à partir de juillet 1986, au coût de 243 75 \$ par mois, la Provinciale ayant décidé de faire cavalier seul. (Le bureau provincial s'installe à l'école voisine Saint-Charles.) La Régionale se retrouve avec une seule source de revenus, les cotisations, dont 25% de la somme est remise en ristournes à la Provinciale. Les projets ont certainement pour but premier la promotion de la généalogie mais par force, celui de renflouer le trésor.

Sans tambour ni trompette, la Régionale fête sa cinquième année par la concrétisation de deux projets, la publication d'un premier répertoire, celui des mariages de Notre-Dame-de-Lourdes de Cyrville, 1873-1985 et celle du calendrier historique et artistique 1987. Les lancements ont lieu la même fin de semaine soit les 18 et 19 octobre 1986. Quant à fêter, fêtons!

Responsable, de la conception à la publication du calendrier, Henri Brunet mène d'une main de maître ce projet d'envergure pour la Régionale. Il retient les services de Raymond Simond, artiste franco-ontarien renommé. Le conseil accepte douze croquis d'édifices considérés historiques par les Francophones d'Ottawa. Les reproductions servent de compléments artistiques aux mois du calendrier. Les originaux seront vendus lors du vernissage au Centre francophone de Vanier. Henri Brunet fait la recherche des dates historiques à souligner au calendrier, surtout celles qui ont marqué l'histoire des Franco-Ontariens. L'Office des Affaires francophones de l'Ontario lui accorde une subvention de 5 000 \$ pour appuyer le projet. Il s'occupe aussi des commanditaires. L'impression de 2,000 copies est confiée à l'imprimerie

Le Droit-Leclerc. Un comité se charge de la distribution et de la vente. Le calendrier est beau et se vend au-delà des espérances. Une seule ombre au tableau, les tergiversations et tensions créées par l'obtention de cette première subvention versée directement à la Régionale. Cependant si les efforts rapportent le même montant que celui de l'octroi, c'est surtout un renouveau de courage et de fierté qui couronnent le succès de l'entreprise.

La Régionale participe au Festival franco-ontarien et à la Semaine franco-ontarienne à l'Université d'Ottawa. Les délégués réussissent à intéresser un étudiant-journaliste de La Rotonde qui rédige une chronique sur la SFOHG. Au cours de l'année, le conseil monte trois ateliers de généalogie, une causerie sur la vie scolaire rurale agrémentée d'une exposition de livres scolaires anciens. Le relevé des baptêmes, mariages et sépulture de la paroisse La-Nativité-de-Notre-Seigneur-Jésus-Christ est commencé et les confirmations de Cyrville achevées sur fiches. Déjà une centaine de lignées directes fournies par les membres sont en correction et le conseil en espère une prochaine édition.

Grâce à l'entregent de Vincent Levasseur, huit émissions portant sur l'histoire de la région et sur la généalogie des pionniers sont présentées à la télévision communautaire Skyline. Six d'entre elles sont animées par des membres de la Régionale. Ah! la célébrité. Un certain théâtre sollicite même une collaboration pour une prochaine production. Gloire éphémère! La Régionale ne peut se permettre un téléphone encore moins un agent d'artiste. Elle emprunte le téléphone du locataire d'à côté. Au besoin, les membres font le ménage dans le local, s'occupent des problèmes de stationnement, vont même déblayer et saler les marches de l'entrée. On remplace aussi la serrure du local, on achète une patère et un tableau d'affichage... la généalogie, c'est pour plus tard!

Une année bien remplie se termine par l'assemblée annuelle du 27 avril 1987. Madame la présidente souligne la satisfaction du travail bien fait, la fierté devant les nombreux accomplissements et la reconnaissance envers les bénévoles. Un choix unanime désigne Henri Brunet au certificat de mérite de la Régionale. Les coffres renfloués, avec 204 membres comptés, c'est avec des vœux de succès que le conseil remet à ses successeurs élus, les nouvelles clefs du local.



1987-1988

Sixième conseil d'administration

Guy-Yves Pelletier, président
Vincent Levasseur, vice-président
Roger Courchesne, secrétaire
Françoise Malboeuf, trésorière
Aimé Brunet
Huguette Cheatley
Henriette Gravelle
Paul R. Marier
Del Val Paquette
Daniel Proulx

Suite à la démission de Daniel Proulx, Suzanne Martin est nommée au conseil.

On retrouve ses manches et on repart. La première tâche à l'ordre du jour est l'établissement de l'horaire pour les gardes, car en toute première considération, passe le service aux membres de la Régionale. Aimé Brunet, avec l'aide appréciée de son épouse Adrienne, s'occupe de dresser l'horaire, de faire les téléphones de rappel et de suppléer aux absences à l'accueil. Il sera fidèle à son poste jusqu'en 2001. Ce n'est pas facile de dresser un calendrier d'activités susceptibles d'intéresser l'ensemble des généalogistes. Les inconditionnels réclament les ateliers d'usage, d'autres suggèrent des conférenciers de « haute voltige », plusieurs proposent des voyages. Les dirigeants acceptent de bonne grâce les suggestions tout en étant conscients des coûts financiers et de la disponibilité des bénévoles.

Ces mêmes critères s'appliquent aussi à la liste des projets à terminer, des autres à mettre sur pied. À toutes fins utiles, le conseil s'en remet au trésorier pour clore les discussions et parvenir à un consensus. Grâce au projet du calendrier, la Régionale n'a jamais été aussi bien nantie avec 4 701 \$ à la fin de septembre 1987. Mais il faut prévoir.

Toujours en tête de liste viennent les ateliers de généalogie. Celui de l'automne est consacré aux débutants et celui du printemps à l'approfondissement de la matière. Le conseil tente d'offrir un atelier de déblocage par année où des généalogistes expérimentés apportent des réponses, suggèrent de nouvelles pistes à suivre. Faute de solution, le généalogiste peut toujours compter sur l'encouragement des participants. La Régionale est souvent sollicitée par courrier. Huguette Cheatley s'occupe de répondre aux requêtes et se rend responsable de la chaîne téléphonique pour rejoindre les membres. Pour mousser le recrutement et l'intérêt pour ce passe-temps intellectuel, le conseil étudie, à nouveau, le projet de publication de lignées directes dans un journal de la région. Cependant les volontaires se font rares et il renvoie à plus tard ce projet.

Le conseil opte pour une publication périodique des activités de la Régionale. L'éditeur en chef est Henri Brunet aidé de Del Val Paquette. On nomme le journal *Glanures*.

Il sera distribué aux membres, aux quatre mois ou selon les moyens financiers. Dans la première parution, est décrit le voyage à Montréal, le 1^{er} novembre, où une trentaine de membres se rendent visiter La Société généalogique canadienne-française. On y lit : « Fructueuses recherches pour quelques-uns, moins bonnes pour d'autres, mais pour tous, un après-midi très intéressant. » Les rédacteurs commentent aussi la conférence de Louise Décarie-Marier, le 17 novembre suivant, sur l'utilisation de la bibliothèque. En plus des répertoires grandement consultés, la conférencière soumet de nombreux autres ouvrages méconnus ou boudés des chercheurs, ainsi les livres d'histoire recommandés pour étoffer les exposés généalogiques.

Le 12 janvier 1988, une causerie de Rémi Plante attire une quarantaine de membres. C'est un succès. Il est le premier des membres à publier ses travaux de recherches intitulés : « La famille Plante - des pages de petite histoire ». Selon la critique, l'ouvrage se lit comme un roman. La mise sur pied de regroupements familiaux est un tout nouveau phénomène. Ces retrouvailles que nos cousins français nomment cousinades donnent naissance à des bulletins fourmillant de données importantes, souvent inédites. Ils complètent les nombreuses publications personnelles disponibles au centre. Ainsi Oscar Lemieux vient parler du rassemblement des Lemieux ayant eu lieu à Ottawa et Vincent Levasseur de son association et de ses publications.

Grâce au bénévolat, les déboursés pour les activités culturelles demeurent minimes. Le loyer, passé à 280 \$ par mois, tout autant que l'achat des fournitures de bureau nécessaires grèvent périodiquement le budget. Le conseil cherche à chaque réunion des moyens de financement. Il choisit donc de faire imprimer des cartes de souhaits à partir des œuvres de M. Bernard Poirier. L'artiste fait le don de ses croquis représentant une série de sites pittoresques, visités dit-on, par Samuel de Champlain. Les cartes seront vendues au coût de 5 \$ le paquet de neuf cartes. Le conseil espère, outre récupérer ses frais d'impression, renflouer le trésor.

La passation des pouvoirs se fait le 26 avril 1988. Glanures raconte que l'assistance était peu nombreuse probablement à cause « d'un bon nombre de membres assistant au souper de monseigneur l'archevêque, tandis que d'autres suivaient les déboires des Glorieux. » Cependant le nouveau conseil d'administration est élu en un temps record et sans hésitation. Il hérite de 2 893 \$ et de 144 membres. L'honneur au certificat de mérite est décerné à Huguette Cheatley pour sa participation exceptionnelle à titre de bénévole et de membre du conseil.

Pour bien partir, le nouveau président invite les membres du septième conseil d'administration à un remue-méninges au début de mai. Deux thèmes refont surface, le service aux membres et le recrutement. Le conseil s'occupe d'abord du recrutement: rappel aux membres des cotisations dues, publicité accrue dans les chroniques gratuites des journaux locaux, dans les bulletins paroissiaux.

1988 - 1989

Septième conseil d'administration

Denis Ouimet, président

Huguette Cheatley, vice-présidente

Robert Picard, secrétaire

Françoise Malboeuf, trésorière

Aimé Brunet

Henri A. Brunet

Patricia Leduc

Del Val Paquette

Guy-Yves Pelletier

Elmo Thibeault

Pour sensibiliser les jeunes et leurs professeurs à la valeur de la recherche généalogique, la Régionale remet à six étudiants des six écoles secondaires régionales, une adhésion gratuite à la Société. La distribution des laissez-passer, bons pour une visite gratuite au centre de recherche s'avère un moyen efficace de recrutement mais aussi une façon nouvelle et agréable pour les membres de faire leur part. Aux associations culturelles de la région, des membres offrent, à titre gracieux, des conférences ou des ateliers. Autant d'idées, autant d'efforts.

En juin 1988, à Sudbury, au cours de l'assemblée annuelle de la Société, six membres de la Régionale Ottawa-Carleton sont élus au conseil provincial: Michel Perron au poste de premier vice-président, Jean-Yves Pelletier au poste de secrétaire ainsi que Oscar Lemieux, René Leduc, Guy-Yves Pelletier et Elmo Thibeault aux postes de conseillers. La Régionale devient l'hôte désigné des prochaines assises annuelles de la Société en juin 1989. Patricia Leduc accepte la responsabilité de l'organisation de cet événement. D'ailleurs, pour son engagement remarquable, elle reçoit le certificat de mérite décerné lors des assises qu'elle a elle-même organisées. Lors de l'assemblée annuelle de ces assises provinciales, le règlement concernant les cotisations est modifié. Elles seront perçues en janvier et les cartes émises seront valides jusqu'au renouvellement en janvier suivant. Les ristournes à la Société prélevées sur les cotisations demeurent au taux déjà majoré à 30 %. Les membres des villes frontalières, Windsor et Ottawa, soulèvent à nouveau, la question des membres hors province. La réponse reste toujours ambiguë ou à l'étude.

Durant l'année, la Régionale offre aux membres les trois ateliers de rigueur et monte une visite aux Archives municipales d'Ottawa au 174, rue Stanley à Ottawa. Présage d'une future collaboration? Une bonne nouvelle vient soulager l'inquiétude des conseillers. Le bail, échu le 30 juin 1988, est renouvelé pour un an, sans augmentation du loyer. Ce qui n'empêche pas d'ouvrir les yeux et les oreilles dans l'éventualité d'une mauvaise surprise. Une proposition inattendue d'un conseiller visionnaire reste lettre morte mais surgit, fantôme du passé, lors de la rédaction de ce document. Il avait suggéré de rédiger une courte biographie des membres dirigeants pour les archives de la Régionale.

Le conseil s'attarde donc aux projets de publication. Denis Ouimet termine la copie des 17 000 fiches de mariages de la paroisse de Rockland et continue la correction des « 200 lignées directes » pour une prochaine impression. Le relevé de la paroisse de la Nativité-de-Notre-Seigneur-Jésus-Christ attend la mise en page. Après des mois de négociations avec le journal Le Droit, une première publication de lignées agnatiques apparaissent dans Bonjour-Dimanche, hebdomadaire distribué exclusivement sur la rive québécoise. Visiblement déçu, le conseil reprend les négociations avec le quotidien. Toujours à l'affût de nouvelles chroniques, Le Chaînon publiera une série de patronymes recherchés par les membres lesquels s'empressent à remplir les fiches appropriées.

L'assemblée annuelle se tient le 14 mars 1989 au centre de documentation. Henri Brunet commente un diaporama de son récent voyage en Chine soulignant l'apport des anciennes civilisations en ce qui a trait à la généalogie. Un vin et fromage est servi suite aux élections lesquelles Olivier Bilodeau préside avec compétence.

L'inquiétude refait surface dès la première réunion du nouveau conseil. Un peu plus d'un millier de dollars pour établir le budget annuel. La publication de Glanures coûte trop cher. Quant à la publicité, quoique souvent gratuite dans les journaux, elle exige tout de même des frais postaux toujours à la hausse. Malgré les demandes reformulées, les dons sollicités auprès des organismes se font rares. Et, il y a gros à parier qu'il y aura une nouvelle augmentation du loyer. On se croit à court d'idée mais pas au bout du rouleau!

Une chronique dans Glanures souligne le problème et fait appel à la générosité des membres. Le conseil reçoit 550 \$ en dons et il étend ses recherches pour un autre local du côté de Vanier ou de Gloucester. Malgré les réticences, le conseil passe à une augmentation des cotisations : 20 \$ par individu, 30 \$ par couple. Les ristournes à la Provinciale demeurent à 30 % des revenus des cotisations. La chaîne téléphonique est mise en branle pour le renouvellement des cotisations et pour recruter; tâche délicate mais nécessaire. Le conseil compte aussi sur la vente du livre des « 200 lignées directes » présenté par Denis Ouimet à la réunion du 16 mai 1989 et sur l'obtention éventuelle d'une subvention pour garnir le compte de banque.

1989 - 1990

Huitième conseil d'administration

Denis Ouimet, président

Huguette Cheatley, vice-présidente

Robert Picard, secrétaire

Françoise Malboeuf, trésorière

Gisèle Guénette-Bamford

Henri A. Brunet

Aimé Brunet

Bernard Coughlan

Patricia Leduc

Guy-Yves Pelletier

*Hector Lavergne remplace au conseil
Patricia Leduc, responsable de la
préparation des assises annuelles de la
SFOHG.*

Les gardes du centre tiennent boutique; ils offrent des tableaux généalogiques, le très joli bouton de la Société, les cartes de souhaits. Le tirage de boules de Noël en bois, peintes à la main, offertes dans un coffret assorti, œuvre et don de M. Gaétan Courchesne, ajoute 153 \$ au maigre compte de caisse.

Face à ces préoccupations, les conseillers gardent leur bonne humeur en plaisantant sur le sort de leurs recherches généalogiques personnelles. Un membre du conseil avoue qu'il a retrouvé les siennes, enfouies sous une pile de documentation et que sa joie frisait celle du généalogiste retrouvant les registres perdus de Hull!

Deux ateliers de généalogie sont offerts le samedi matin de 9 h à midi. Des bénévoles reçoivent aussi des élèves pour les initier à la recherche. Commentant sur cette dernière activité, une bénévole dira : « Ça, c'est un p'tit bonheur! » Pour préparer la relève et soutenir l'intérêt à l'histoire, quatre étudiants d'écoles secondaires reçoivent des abonnements-cadeaux. Bon investissement sans déboursement!

Une vérification des livres révèle leur usure par le temps, le climat ambiant, les nombreuses manipulations. Un expert recommande un humidificateur...trop cher! Les plus amochés sont réparés sur place et les gardes insistent auprès des usagers de ne pas plier ou empiler les livres. Comme le centre aurait besoin d'un bibliothécaire! Plusieurs nouveaux venus se plaignent de l'étrange classification des livres. Pour le moment, les livres sont classés selon les anciens comtés du Canada ce qui demande des cartes anciennes et une notion de la politique de l'époque. Pour le généalogiste averti, cette classification simplifie la recherche, pour le non-initié, c'est tout à fait déconcertant. Au cours de ce même inventaire, on découvre la perte de 16 volumes. Suite aux appels répétés, seulement trois réapparaissent. Les gardes se promettent d'être vigilants.

Comme le conseil s'y attendait, le loyer est encore majoré. La trésorière, inquiète des comptes à régler, demande « si on peut continuer lorsqu'on a à payer 295 31 \$ par mois? » Le spectre de la fermeture apparaît momentanément sitôt chassé par la détermination. Pour contrer le sort, Henri Brunet et son comité organise, en plein cœur de janvier, « une soirée d'adhésion ». Malgré le froid intense, une soixantaine de personnes répondent à l'invitation. Les effluves de bons vins et de fromages goûteux sont encore perceptibles le lendemain lorsqu'on compte 600 \$ de cotisations et 101 \$ de contributions à la campagne de soutien. Suite aux appels, 81 membres auront renouvelé leurs adhésions.

La Régionale s'achemine vers une autre réunion annuelle fixée au 13 mars 1990. Un comité de nominations est mis sur pied pour alléger le processus d'élection. Le conseil boucle les affaires en suspend. Il remercie messieurs Paquette et Brunet pour leur contribution assidue à la rédaction et à la publication de Glanures. Du premier numéro au mois de janvier 1988 (couvrant la période de octobre, novembre et décembre 1987) jusqu'à la dernière parution en janvier 1990, le périodique aura servi de trait d'union entre le conseil et les membres de la Régionale.

Faute de relève et de fonds, il tombe dans l'oubli. Malgré les efforts déployés par certains membres, aucune demande de subventions n'est accordée.

Pour oublier les tracasseries, le président offre aux membres et invités un diaporama commenté sur son récent voyage au pays de ses ancêtres, à Vrigny, France. Aimé Brunet, toujours disponible pour des travaux de réparation en plus de s'occuper de l'horaire des gardes est nommé au certificat de mérite de la Régionale décerné lors des assises de la Société à Windsor en juin 1990. Avec fierté et émotion, Denis Ouimet souligne le courage et la détermination de son conseil. Ensemble, ils ont tenu le coup. Au prochain conseil, il offre son entière collaboration et franc succès.

Qui n'a pas entendu parler de Damoclès et de l'épée suspendue au-dessus de sa tête par un crin de cheval? Le nouveau conseil aurait probablement préféré suspendre au-dessus de la porte du local, un symbole de chance, comme un fer à cheval! Dans un rapport annuel explicite qui fait les délices des chercheurs, la nouvelle présidente raconte : « Notre comité a été élu le 13 mars 1990 par un soir de tempête où seulement 16 personnes se sont présentées à l'assemblée annuelle bien que nous ayons fait 150 téléphones. » Ça augure bien!

1990 - 1991

Neuvième conseil d'administration

Gisèle Guénette-Bamford, présidente

Henri A. Brunet, vice-président

Françoise Malboeuf, secrétaire

Denis Ouimet, trésorier

Adrienne Brunet

Huguette Cheatley

Claire Guénette

Robert Lalonde

Claude Provost

Raymond Quintal

Confiant en l'avenir, le conseil va de l'avant. La Régionale compte tout de même 170 adhérents et 1 083 \$ en caisse, des ressources humaines sur lesquelles elle peut s'appuyer et assez d'argent pour trois mois de loyer. En juin, les dirigeants se rencontrent pour discuter de relogement. Rendu en août, après avoir cogné aux 18 portes recommandées, le comité de financement se remet à la tâche. Ils sont en territoire connu! Semées à tout vent, une cinquantaine de lettres de sollicitation récoltent 200 \$. Grâce à quatre compères généalogistes, Olivier et Michel, Gilles et Denis, qui dispensent des cours de généalogie dans le cadre de l'Éducation

permanente, la Régionale reçoit plus de 1 600 \$, fruit de leur labeur. En plus, ils amènent de nouveaux membres.

Peut-on parler de miracle? Non! Seulement de ténacité. Le 20 novembre 1990, une subvention de 20 000 \$ du Programme Nouveaux-Horizons du ministère d'État au Troisième Âge est accordée au groupe de trente bénévoles de la Régionale « Les Aînés d'Ottawa-Carleton » sous la direction de Patricia Leduc. Il reçoit 15 000 \$ pour débiter

les travaux du relevé des registres de la paroisse Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa. C'est un projet audacieux qui demande de transcrire et vérifier une trentaine de mille fiches pour ensuite en faire la saisie à l'ordinateur. Oui, la subvention permet de payer un loyer majoré à 515 61 \$ par mois, et d'acquérir les fournitures de bureau nécessaires, ordinateur inclus. Dans une lettre circulaire, la présidente souligne avec émotion que « plusieurs des membres se dévouent corps et âme, toujours bénévolement et souvent même à leurs frais pour le bon fonctionnement de la Régionale ».

Le deuxième répertoire de la Régionale, celui des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse Nativité-de-Notre-Seigneur-Jésus-Christ d'Ottawa, travail de Denis Ouimet et Jean-Paul Delisle est maintenant disponible. Les membres ont aussi accès au « Fichier Loiselle », une subvention du Ministère de la Culture et des Communications ayant permis son achat. Cet instrument de travail indispensable pour une recherche contient, sur microfiches, plus d'un million de mariages du Québec, du Madawaska et de l'Est Ontarien.

En dépit des tracas financiers, le conseil entreprend les activités prévues au calendrier. Après une rencontre avec les représentants du journal, la première lignée directe, celle de Claude Provost, membre de la Régionale, est publiée, le 6 septembre dans Le Droit. Un complément historique vient habiller le squelette. À l'occasion de la Semaine du patrimoine, des bénévoles se rendent dans une école où près de 360 élèves assistent avec leurs professeurs à des présentations traitant d'histoire et de généalogie. Au cours de l'année, une collection de centaines de photos d'hommes et de femmes du fonds Rosario Gauthier sont archivées, travail méticuleux auquel un index de noms des hommes et des femmes représentés est ajouté. Résultat d'une fréquentation assidue du centre et d'un travail constant, plusieurs membres déposent leurs travaux généalogiques à la bibliothèque.

Pour se divertir, une trentaine de personnes entreprennent, en septembre, un voyage à Vaudreuil. Ils assistent à la messe à l'église Saint-Michel et admirent les tableaux et les statues anciennes et « le beau Dieu » qui orne le tabernacle. C'est une journée émouvante pour certains généalogistes qui retrouvent le pays de leurs ancêtres. Du Musée de Vaudeuil-Soulanges, ils passent par la Maison Tressler et le Parc-des-Ancre à Pointe-aux-Cascades. Puis, fin novembre, des membres en mal de partager leurs difficultés généalogiques se réunissent autour d'une table de dessert et café.

Vite! aux chaudières et aux chaudrons, le toit coule. Le proprio envoie, subito presto, des goudronneurs lesquels réparent avec célérité le toit endommagé de l'école... voisine, Saint-Charles! Grand bien nous fasse, il faut vivre avec les dégoûlinades et les chaudières jusqu'au retour des travailleurs.

Des invitations de toutes sortes arrivent de semaine en semaine. Si les lettres du comité de financement n'ont pas réussi à accumuler une fortune, elles ont certainement servi à

faire connaître la Régionale. Pour la première fois, le conseil est mis au courant des activités du Regroupement des organismes du patrimoine franco-ontarien (ROPFO).

On peut supposer que c'est avec un soupir de soulagement que le conseil voit venir la fin de son terme, le 29 janvier 1991. Françoise Malboeuf est choisie au mérite. Au cours des années passées, elle a assumé les rôles de secrétaire et de trésorière avec efficacité. La Régionale finit l'année avec « 200 membres moins deux » ce qui est, selon la présidente, avec un sourire en coin, « plus impressionnant à dire que 198 ». Ni couperet, ni épée, n'était tombé.

1991 - 1992

Dixième conseil d'administration

Huguette Cheatley, présidente

Françoise Malboeuf, vice-présidente

Hector Lavergne, secrétaire

Gisèle Guénette-Bamford, trésorière

Aimé Brunet

Adrienne Brunet

Henri A. Brunet

Raymond Quintal

Suite à la démission de Jeannine Végiard, Guy Lamarche est nommé conseiller. Patricia Leduc est nommée à la vice-présidence et Françoise Malboeuf devient trésorière suite au départ de Gisèle Guénette-Bamford.

Si la question du logement est momentanément résolue par les fonds obtenus des subventions, le nouveau conseil n'abandonne pas la recherche d'un futur local gratuit. Les prévisions budgétaires n'allouent pas plus que 150 \$ pour une location. On se permet de rêver en couleurs; il y a des Régionales qui ont obtenu des locations gratuites. La générosité de quelques organismes, celles des membres, les fonds générés par les cours de généalogie dispensés par des membres pour le programme d'Éducation permanente, les adhésions à la hausse grâce aux énergies déployées par divers comités, procurent un petit « coussin » auquel le conseil peut recourir pour les imprévus.

Toutefois, on ne saurait se reposer sur ses lauriers. Des bénévoles s'emploient à remplir maints formulaires avec force détails, les buts et les objectifs minutieusement décrits, le budget proposé. La demande de subvention postée, ils attendent et espèrent. Ainsi les deux dernières subventions ont servi, outre à financer le projet du relevé de la paroisse Saint-Jean-Baptiste, à subvenir au loyer pour 18 mois, à l'obtention de fournitures de bureau, à l'achat d'un ordinateur, à expédier à la reliure 45 livres endommagés, à ajouter les derniers 17 volumes de la collection P.R.D.H. Parfois, la poste livre des

surprises comme un chèque de 1 000 \$ en provenance du Service des Loisirs et de la Culture de la ville d'Ottawa suite à une demande de subvention. Le répertoire des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse Très-Sainte-Trinité-de-Rockland est maintenant disponible. Il a été réalisé par Denis Ouimet en collaboration avec des membres de la Régionale et publié par les éditions Oscar Lemieux.

L'activité des Aînés permet aussi des heures d'ouverture plus fréquentes. Le centre est ouvert les dimanches et lundis de 13 h à 16 h - les mercredis de 10 h à 16 h et de 19 h à 22 h - les jeudis de 10 h à 16 h. La fréquence des visites et, par conséquent, une manipulation accrue des livres obligent la Régionale à majorer le coût des photocopies à 0,15 \$ copie. Les revenus servent à faire réparer les livres abîmés par la photocopieuse et à dédommager l'UCFO pour l'utilisation de sa machine. L'achat d'une photocopieuse avait été prévu par le groupe des Aînés mais on a préféré l'ordinateur, indispensable pour l'avancement du projet Saint-Jean-Baptiste.

La chronique des lignées directes publiée dans Le Droit est un succès grâce à l'insistance répétée de demandes auprès des membres. D'accord pour fournir les lignées, certains membres demeurent réticents à travailler l'aspect historique de la chronique. Travail de moine, il revient aux responsables de la chronique de reformuler le texte pour fournir les éléments historiques nécessaires pour la publication. Comme de coutume, novembre est désigné pour la soirée d'entraide. Une vingtaine de personnes s'y rencontrent pour une soirée riche en découvertes.

La publication du petit bulletin Glanures refait surface mais personne ne s'offre pour le démarrer. Ainsi, lors de l'assemblée annuelle du 28 janvier 1992, la présidente fait un appel à tous: « Nous avons besoin de plus de bénévoles...je ne vous cacherai pas que quelques-uns de nos membres font de 30 à 35 heures de bénévolat par semaine ».

Une vingtaine de tâches attendent preneur. Une liste partielle permet d'apprécier la valeur du temps donné, de l'expertise partagée, de l'expérience acquise. Pour appuyer les membres du conseil dans leur tâche, on demande - un responsable pour les demandes de subventions, compétence: remplir les formulaires, rédiger des rapports et tenir des réunions - un responsable pour la classification des livres, l'étiquetage et le rangement sur les tablettes - un rédacteur des lettres aux membres, environ 200 envois - un secrétaire à la correspondance générale et un autre pour répondre aux demandes généalogiques reçues par courrier - un responsable de la reliure, compétence: choisir, emballer et expédier les livres au relieur - un correcteur pour les articles à publier dans Le Chaînon - un responsable pour les voyages et autres activités de groupe - un responsable pour tenir à jour la liste des membres: numéro, adhésion, renouvellement, changement d'adresse - un responsable de l'inventaire des livres et fournitures, compétence: l'ordinateur - un adjoint à la production des lignées directes pour Le Droit et le dernier et non le moindre, un responsable pour l'entretien du local.

La présidente termine en paraphrasant les célèbres paroles: « Ne demandez pas ce que votre Société peut faire pour vous mais bien ce que... »

Inutile de continuer, l'appel est entendu. En janvier, la Régionale compte 217 membres, une augmentation de 30 % sur l'an dernier. Le compte est riche de 5 476 \$. Les remerciements sont d'usage et fort appréciés. Le conseil choisit au mérite, Hector Lavergne dont le dévouement est signalé lors de la remise des certificats de mérite à l'assemblée annuelle de la Société tenue à Sudbury, en juin 1992.

Le 10^e anniversaire de fondation a passé sous silence. Il en fut certainement question mais les circonstances ne se prêtent pas aux festivités. L'aide

1992 -1993
Onzième conseil d'administration

Huguette Cheatley, présidente

Patricia Leduc, vice-présidente

Antonin Proulx, secrétaire

Françoise Malboeuf, trésorière

Louis Aubry

Adrienne Brunet

Aimé Brunet

Henri A. Brunet

Guy Lamarche

Élus lors de l'assemblée annuelle, Claire Massicote-Brosseau et Dominique Brosseau démissionnent dès la reprise des réunions. Un poste de conseiller demeure vacant.

suffisent à peine, d'une année à l'autre, à répondre aux besoins pécuniaires de la Régionale. À l'examen des dix années précédentes, il est évident que l'essentiel de la démarche des conseils s'est concentré sur la survie du centre de documentation. Toutefois, cette préoccupation n'empêche nullement les dirigeants de s'occuper de l'aspect généalogique. Au contraire, les conseils se démarquent les uns des autres par l'esprit créatif qui commande des activités différentes ou améliorées. Il y va de même pour l'esprit de collaboration entre les dirigeants et une « troupe » de bénévoles persévérants. De toute façon, n'est-ce pas quand les Franco-Ontariens sont acculés au mur qu'ils savent donner le meilleur d'eux-mêmes? Cependant, combien de temps encore, la Régionale pourra-t-elle durer?

Dès la reprise des réunions du conseil sous l'habile direction de Huguette Cheatley, il est question de finances. Le conseil se promet d'expédier le plus rapidement possible les reçus pour impôt émis par la Provinciale pour tout don à la Régionale. Revient comme une vieille rengaine, la majoration du loyer au prochain bail de juin. La trésorière explique qu'un seul envoi postal de la lettre aux membres coûte, photocopies et timbres inclus, la jolie somme de 170 \$. Malgré la situation précaire de l'état financier, les dirigeants rejettent carrément une proposition de hausse des cotisations. À regret, le conseil remet à plus tard les demandes de subventions, faute de responsable, nouvelle réalité qu'un dirigeant qualifie d'essoufflement.

C'est dans les « Commentaires de la Régionale Ottawa-Carleton sur les recommandations présentées par la firme d'experts conseils Rhéal Leroux et Associés, pour la planification et le développement de la Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie », analyse commandée par la Provinciale en 1991, qu'on trouve une explication à ce phénomène « d'essoufflement » qui tardait à apparaître.

« [...]il faut se rappeler que tout le travail est fait exclusivement par des bénévoles déjà surchargés [...]Plusieurs de nos membres travaillent encore à plein temps [...] Les retraités ont beaucoup d'activités en plus de la généalogie. Ils aiment voyager, partir en Floride à l'hiver ou au chalet l'été. Ce qui revient à dire qu'il y a très peu de personnes pour accomplir toutes ces tâches [...] plusieurs personnes y mettent de 30 à 35 heures par semaine et à ce moment-là ce n'est plus un plaisir de faire du bénévolat, c'est une corvée. On semble oublier que, quand on est devenu membre, c'était pour y faire de la généalogie. Mais avec la masse de travail à accomplir, ceux qui veulent bien s'impliquer, font de tout sauf de la généalogie. Il arrive un moment où ils en ont marre et ils nous quittent[...] »

L'étude des recommandations permet de ventiler fatigue, frustrations et inquiétudes. Avec un regain d'énergie, le conseil entreprend les activités prévues pour l'année. En février, pour souligner la Journée du Patrimoine et le 350^e anniversaire de la fondation de Montréal, les membres se réunissent autour de Patricia Leduc pour parler des débuts de la colonie montréalaise.

Claude Provost avec la participation de Guy Lamarche et Vincent Levasseur exécutent à l'ordinateur la saisie des quelques 28 000 fiches des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa. Le 8 décembre 1993, le conseil remet la disquette à la Provinciale. La publication en trois volumes est prévue pour l'an prochain. La chronique des généalogies publiées dans Le Droit est de plus en plus populaire et attire des commentaires favorables de la part des lecteurs. Mais c'est un travail exigeant qui grève petit à petit l'énergie des responsables. On est aussi courtisé par Rogers qui veut faire revivre les émissions de généalogie. Ayant reçu le reste de la collection des P.R.D.H., le conseil invite Olivier Bilodeau à venir expliquer le contenu et la façon de se servir de ces volumes contenant les dépouillements systématiques du Québec ancien. À l'occasion du 125^e anniversaire de la Confédération, le 1^{er} juillet, les membres participent aux festivités en compagnie de d'autres sociétés semblables pour faire connaître la Régionale et sans doute récolter de nombreuses adhésions. À la mi-octobre, les membres reçoivent Mme Georgette Lamoureux pour une causerie sur un des sujets favoris, les pionniers d'Ottawa. Le 24 novembre, la soirée habituelle est réservée aux énigmes généalogiques.

De plus en plus, des membres offrent des livres à leur Régionale, même par legs. Le conseil fait appel aux bénévoles pour cataloguer et ranger la pile imposante.

Réalisé par Léo Paquette, le cahier « La petite histoire de ma vie » est destiné aux enfants intéressés à raconter leur histoire familiale et proposé aux professeurs comme

appui pédagogique. Suite à une drôle de confusion, on avait surnommé le cahier « La petite histoire de Marie ». Le champ d'action des membres n'a de limite que le temps et la créativité! D'ailleurs, plusieurs des membres surtout ces messieurs, travaillent à la compilation de noms pour en publier des dictionnaires.

Second souffle repris, plusieurs membres de la Régionale tentent de nouveau à dénicher un local et visitent quelques trente locaux, d'est en ouest, salles de paroisses, d'écoles, de centres communautaires, sans succès apparent. Néanmoins, de lettres en téléphones en démarches, la Régionale obtient du Conseil scolaire de langue française d'Ottawa-Carleton, section catholique, la location d'une salle de classe. La secrétaire commente: « La présidente est tout heureuse d'annoncer qu'elle a trouvé un nouveau local pour notre Régionale. Ce sera à l'école Genest, située sur la rue du même nom, à Vanier [...]. Le coût ne sera qu'un dollar par année. »

Le conseil s'empresse de prendre les dispositions nécessaires pour effectuer un déménagement sans problème. Quelques dépenses s'imposent pour l'aménagement: réparations, peinture, assurances. À contrecœur, le centre de documentation est fermé de la fin novembre au début de janvier. Le 9 décembre 1992, la Régionale emménage au 140, rue Genest, à Vanier. Les chercheurs peuvent réintégrer leur nouveau centre de recherche, le mercredi 13 janvier 1993.

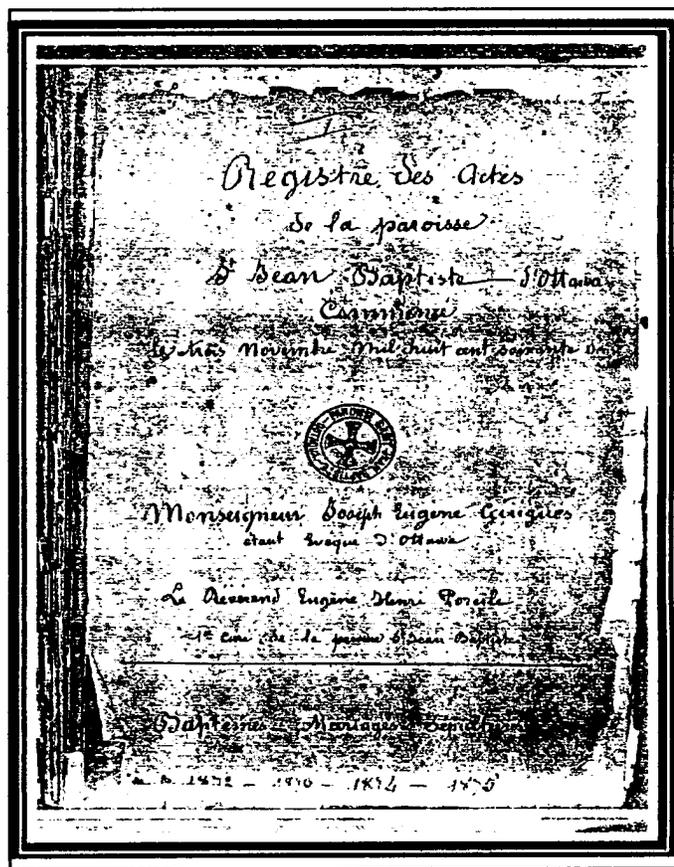
Malgré les petits problèmes d'adaptation, le système d'alarme, les clefs!, l'installation coûteuse du téléphone, le conseil invite les membres à l'assemblée annuelle du 26 janvier 1993 au quatrième local depuis la fondation. La présidente résume ainsi les activités et termine en disant: « Mon but, en prenant la présidence de cette régionale, était de trouver un nouveau local [...] Enfin, avec l'aide de plusieurs personnes, nous avons réussi. Nous avons un nouveau local qui nous permettra de survivre. »

Le conseil propose Claude Provost au certificat de mérite. Il aura informatisé l'inventaire des livres et l'index résultant sera nommé « le Provost » mis à la disposition des chercheurs. Une autre dégustation de vin et fromage vient clôturer une année bien remplie. Le nouveau conseil hérite d'un nouvel emplacement gratuit, de 198 membres et de 1 174 \$ en caisse.

1993 - 1994			
<u>Douzième conseil d'administration</u>			
Patricia Leduc, présidente		Olivier Bilodeau, vice-président	
Françoise Malboeuf, secrétaire		Huguette Cheatley, trésorière	
Louis Aubry	Adrienne Brunet	Aimé Brunet	Claude Forest
Claire Guénette	Céline Hurtubise	Danielle Parisien	

Ce n'est pas le Pérou, mais l'école Genest fait l'affaire. Les bénévoles aménagent la salle de classe du rez-de-chaussée et Aimé Brunet construit les tablettes nécessaires pour le rangement. Encore à l'étroit pour recevoir tous les membres, le conseil récupère une salle libre pour les soirées d'activités. Les comités d'horaire et de téléphone sont déjà à l'œuvre. Le conseil considère alterner, au cours des mois, activités et réunions. Plusieurs membres du conseil disent souffrir de « réunionnisme ». Cependant, d'autres organismes tel que le Regroupement des organismes du patrimoine franco-ontarien et le Comité des organismes du patrimoine de la ville d'Ottawa sollicitent des représentants de la Régionale à leurs activités. Assurément, le conseil tient à entretenir des liens avec ces organismes par une représentation assidue et une correspondance régulière.

Au mois de mars, Guy Lamarche et Claude Provost présentent un atelier sur les logiciels Roots 3 et Brother's Keeper. La prolifération soudaine des supports techniques laisse croire à la retraite des cahiers et des crayons. Les bénévoles qui fichent à la « mitaine » les mariages, baptêmes et sépultures des paroisses osent rêver d'un logiciel approprié. Quand à rêver, pourquoi ne pas se doter d'une photocopieuse? Huguette Cheatley prend le dossier en main et propose au conseil le résultat de ses recherches. C'est cher! Cependant, le trésor compte déjà sur 1400 \$ reçus en dons pour l'achat spécifique d'une photocopieuse. Certains membres optent pour une machine usagée mais le vote décide l'achat d'une « toute neuve ». En août, faute de fonds supplémentaires, on diffère l'achat en conservant les montants déjà assignés.



Le mois de mai peut être considéré comme celui de l'accueil. La Régionale reçoit des professeurs dans le cadre d'une journée pédagogique. Quand une centaine de jeunes découvrent les joies et la satisfaction de la recherche généalogique, un club de jeunes généalogistes est proposé pour septembre prochain. Le 25 suivant, les membres reçoivent Mme Lucie Pagé du Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa. La causerie porte sur la conservation des documents. Le centre de documentation de la Régionale sert aussi, à l'occasion, pour des rencontres de

divers comités voués à la promotion et protection du patrimoine local ou régional et, petit à petit, la Régionale s'intègre à ce réseau assumant ainsi un des principes de base de sa mission.

L'été, le conseil fait relâche et le comité de la bibliothèque en profite pour étiqueter, à nouveau, livres et tablettes et classer les répertoires selon la méthode des régions touristiques. Les chercheurs avides de renseignements ne craignent ni chaleur, ni orage et sont nombreux à envahir le centre comme en font foi les signatures au livre des présences.

En septembre, Claude Forest présente ses recherches sur sa famille lors d'une causerie organisée pour les membres. Olivier Bilodeau est invité, de façon régulière, à participer à une chronique généalogique, à l'émission « Tour d'Amérique » diffusée par Radio-Canada, le samedi. La télévision communautaire vient filmer le centre et ses chercheurs pour en faire une émission. Bon coup de publicité!

Il paraît que l'homme propose et Dieu dispose. Le conseil avait tout prévu, l'horaire d'ouverture et celui des gardes, les dates des réunions, la tenue des activités, un arrangement confortable des lieux pour les chercheurs. Dans une longue lettre aux membres, datée le 8 septembre 1993, la présidente écrit: « Nous sommes encore logés au 140, rue Genest. C'est un très bon local et nous nous y plaisons beaucoup. Nous espérons y demeurer longtemps. » La Régionale y trouve certainement son compte avec la location gratuite et les nouvelles adhésions qui permettent d'amasser 3 000 \$ que le conseil administre, on peut dire avec parcimonie.

En ces années de récession, l'argent est rare pour tous : pour les gouvernements qui limitent leurs subventions aux organismes, pour les villes qui tentent de rationaliser leurs dépenses, pour les conseils scolaires qui renflouent leurs coffres par la vente des propriétés. La Régionale subit donc un premier revers lorsqu'une demande de subvention à Nouveaux-Horizons est rejetée et, un second, quand le conseil scolaire résilie le bail. Abasourdie, la Régionale apprend aussi qu'elle doit vider les lieux pour le 25 octobre suivant, soit dans un mois.

Sitôt le spectre de la fermeture réapparaît, sitôt le conseil se remet à la tâche. Peut-on parler d'événement quasi miraculeux, d'une sorte de « Deus ex machina » ou en vérité, d'un heureux résultat des contacts entretenus entre des représentants de la Régionale et des organismes du patrimoine local? En fait, une rencontre fortuite de la présidente avec des archivistes de la ville d'Ottawa et une lettre adressée, dès la fin septembre, pour l'obtention d'un local, enclenchent des pourparlers entre la Régionale et des représentants de la ville d'Ottawa. Une visite du conseil aux Archives municipales, suivie d'une évaluation positive des ressources complémentaires, scellent le sort de la Régionale. Suite à une demande formelle, expédiée le 26 octobre 1993 à la direction des Archives municipales d'Ottawa, pour l'obtention d'un local au 174, rue Stanley à

Ottawa, la Régionale y déménage, tambour battant, le 2 novembre suivant. L'exercice aura coûté 620 60 \$, même déboursé que le déménagement précédent du 9 décembre 1992. La mise en pratique de la maxime « Aide-toi, le ciel t'aidera » aura payé en dividendes, encore une fois, incalculables.

L'édifice des Archives municipales d'Ottawa est situé dans le quartier New Edinburgh délimité par la rue Beechwood et la rivière Rideau. C'est un secteur « branché » où les professionnels achètent à fort prix d'anciennes maisons qu'ils retapent avec goût. Des jardinets de fleurs et d'arbustes parent les devantes de maisons et rendent très agréable la marche le long des trottoirs qui mènent au parc de la résidence du gouverneur-général du Canada, au village de Rockliffe ou à l'Hôtel de ville d'Ottawa. Le chercheur trouve donc les Archives municipales avec ses colocataires, entre autres l'Ontario Genealogical Society et depuis peu, la Régionale Ottawa-Carleton de la SFOHG installées dans une ancienne école anglaise dans ce coin pittoresque d'Ottawa.

Promptement l'ancienne salle de classe se métamorphose en centre de documentation et la Régionale ouvre ses portes aux chercheurs à la mi-novembre. L'installation effectuée, le conseil reprend le collier. Il expédie aux membres une lettre avec les nouvelles coordonnées du centre, une autre de remerciements au conseil scolaire qui a hébergé la Régionale gratuitement, une autre de félicitations à la nouvelle Régionale de New Liskeard, dans le Nord Ontarien, ce qui prouve que les bénévoles ont toujours du temps pour penser aux autres. Le courrier apporte, de la Provinciale, une réponse partielle à un problème soulevé, il y a belle lurette, sur le statut des membres hors province. Élus, ces membres peuvent maintenant siéger comme conseillers mais non aux postes exécutifs d'un conseil.

Depuis longtemps, le conseil désire prévenir la perte des volumes, plus franchement le vol. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, en fait, 10 000 \$ pour l'étiquetage et le détecteur. Le conseil s'en remet encore une fois à la vigilance des gardes. Il se permet quand même de dépenser. Des nouveaux volumes ont le même effet que des nouveaux vêtements, c'est stimulant, surtout pour les bénévoles qui essaient de rapatrier et de conserver les chercheurs. D'ailleurs, des représentants de la Régionale se rendront aux fêtes centenaires du Glebe, en février 1994, où ils feront de la promotion et du recrutement. En attendant, la télévision communautaire retourne, en janvier, filmer un autre atelier de généalogie. Cette publicité gratuite est des plus appréciée.

Le projet du relevé de la paroisse Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa est terminé. Comme on avait fait pour les photocopies de la paroisse de Cyrville, le conseil offre aux Archives du diocèse d'Ottawa, celles de Saint-Jean-Baptiste. Elles sont reçues avec gratitude. Il est suggéré de publier un livre conçu à partir des chroniques généalogiques publiées dans le journal Le Droit mais il est aussi conseillé aux dirigeants de s'assurer auparavant des droits d'auteur et de publication. Il reste cependant plus difficile de trouver un coordonnateur pour le projet que de s'occuper de l'aspect légal de la publication.

Le classement des nombreux volumes reçus de la Provinciale ou de la part de membres généreux se fait selon la disponibilité des volontaires mais le travail est toujours exécuté avec minutie pour faciliter la recherche du généalogiste. Des cahiers contenant des notices funéraires récentes parues dans les journaux s'ajoutent aux travaux personnels du même genre, projet sans fin, qui occupe encore des bénévoles courageuses.

L'assemblée générale a lieu le 22 mars 1994. M. Serge Barbe, archiviste, souhaite la bienvenue aux membres réunis sous le toit des Archives. La présidente tient à souligner le travail des bénévoles et leur appui indéfectible. C'est Huguette Cheatley qui propose René Leduc au certificat de mérite. Membre dès la fondation de la Société et membre fondateur de la Régionale, René, par son travail discret mais efficace, a grandement contribué à l'avancement de la Régionale. Un nouveau conseil est élu sous l'habile direction du président d'élection, Guy-Yves Pelletier. La soirée se termine à 23 h 20 après le goûter d'usage.

1994 - 1995

Treizième conseil d'administration

Patricia Leduc, présidente

Louis Aubry, vice-président

Françoise Malboeuf, secrétaire

Huguette Cheatley, trésorière

Adrienne Brunet

Aimé Brunet

Henri Brunet

Vincent Levasseur

Suzanne Martin

Claudette Millette

Il aura fallu onze ans pour secouer le joug financier qui, de mois en années, menaçait la Régionale de disparition. L'installation du centre de documentation sous le même toit que les Archives municipales d'Ottawa marque une progression certaine vers un avenir prometteur.

A l'abri des soucis d'argent, les bénévoles dirigent leurs efforts et leur créativité vers ce qui compte vraiment, le service aux chercheurs d'ancêtres. Le conseil réalise, en août, que 93 membres n'ont pas renouvelé leur cotisation même si on compte 154 membres en bonne et due forme. On se met alors au téléphone. Des nouvelles trousseaux d'initiation pour les recrues et des paquets de feuilles de travail généalogique sont disponibles à l'accueil ainsi que la nouvelle photocopieuse achetée avec les dons et une subvention de 2 000 \$ du ministère de la Culture, du Tourisme et des Loisirs de l'Ontario. Un lecteur de microfiches, nécessaire pour lire le Fichier Loiselle, vient s'ajouter à l'équipement technique. L'ordinateur est employé pour la saisie des données des sépultures du cimetière Notre-Dame-d'Ottawa, nouveau projet d'envergure auquel se consacre une équipe menée par Vincent Levasseur.

La Régionale a tout intérêt à maintenir sa bibliothèque organisée, mais aussi, facile d'approche. Le comité recommence un étiquetage minutieux après un inventaire serré qui révèle un volume manquant, et cinq milles autres rangés selon les catégories assignées. Une douzaine de volumes est expédiée au service de la reliure des Archives, moyennant rémunération. D'autres attendent le codage. Le conseil décide de réserver les livres en double pour en faire cadeau à la nouvelle Régionale de Toronto qui, bientôt, ouvrira ses portes. Les dons de livres de la part des membres, particulièrement les travaux personnels sont très appréciés et la présidente, lors de la réunion annuelle, souligne cet apport précieux en mentionnant quelques-uns : « Léo Paquette et son livre sur Vanier; Guy Lamarche, un dictionnaire sur les Lamarche; Ronald Chenier, Les descendants de Bertrand Chesnay dit Lagarenne; et M. Cousineau, un magnifique livre sur les Cousineau ». (Au moment d'écrire ces lignes, il n'existe pas de liste des travaux remis par les membres, cependant, le chercheur les retrouve facilement regroupés dans la bibliothèque sous la catégorie « Familles ».)

Pour sa part, la Provinciale multiplie les envois de publications récentes que les membres fouillent avec l'espoir de trouver la perle rare. Le « cahier de corrections aux répertoires » est fortement suggéré aux chercheurs qui sont trop souvent tentés de corriger les « affronts » à même les volumes. Une proposition antérieure voulait qu'on en publie les corrections. Plus facile à dire qu'à faire! La vérification des données s'avère un procédé laborieux qu'il faut mettre en place, pour justement éviter de tomber à nouveau dans l'erreur. Depuis peu, Denise Viau et Patricia Leduc enrichissent leur collection de notices mortuaires publiés dans les journaux hors d'Ottawa. Cette collection singulière recèle des trésors de renseignements puisés à même la mémoire familiale aiguisée par la perte d'un être cher.

De part et d'autre, un désintéressement progressif pour la publication des généalogies dans *Le Droit* amène l'équipe composée de Huguette Cheatley, Henri Brunet et Louis Aubry à remettre en question cette activité. Il est convenu de continuer encore, pour un peu de temps.

Au domaine des activités, les membres n'ont que le choix. En mai, ils peuvent assister à une causerie de Louis Aubry sur le pionnier Thècle O'Brennan dit Aubry ou en octobre, venir écouter Léo Paquette parler de son livre sur l'histoire de Vanier. Les membres peuvent aussi se rendre au Centre des Ressources des Aînés de l'Université d'Ottawa où Patricia Leduc fait une présentation généalogique ou encore, tenir kiosque pour la Régionale lors des Fêtes du Patrimoine à Overbrook ou à l'ouverture du Pavillon Aberdeen. Ainsi, 26 personnes choisiront d'aller à Montebello, par une belle journée de septembre, jouir d'une visite guidée du Musée de la Gare, du Manoir et de la chapelle ancienne. Profitant d'une journée « Portes Ouvertes » à l'occasion de l'Année de la Famille, les membres réussissent à intéresser 150 personnes, qui s'amènent au centre de recherche, admirer les vieilles photos et les objets anciens, feuilleter les publications de

la Société et examiner les travaux des membres. Certains repartent membres et futurs généalogistes.

Le conseil s'assure toujours d'une représentation au sein de différents comités sur le patrimoine et la présidente assiste, en mars 1995, aux États généraux de la recherche sur la francophonie à l'extérieur du Québec. Les apparitions intermittentes à la télévision communautaire servent à propager la bonne nouvelle généalogique et les membres ne se font pas prier pour en parler.

La visite s'en vient! Le comité de la Régionale, mis sur pied pour préparer les Assises annuelles de la Société, les 9, 10 et 11 juin 1995, a fort à faire pour en assurer le bon fonctionnement. Qui a préparé une noce, comprend. Une centaine d'invités à nourrir, loger et divertir. Il y a, outre les réunions spéciales, la paperasse obligatoire, les négociations avec l'hôtel et le traiteur, la recherche d'un conférencier de marque, l'établissement de l'horaire pour trois jours d'activités intéressantes. Et qui veut s'en occuper l'an prochain? Les bénévoles d'une autre Régionale, car c'est chacun son tour.

Outre l'assignation de certains membres du conseil au comité des assises, d'autres conseillers se préoccupent des amendements aux règlements que la Régionale juge bon de proposer à l'assemblée annuelle de la SFOHG. Par exemple, le comité de la bibliothèque étudie « la possibilité de créer une catégorie de membre à vie ». Les intérêts générés par les placements pourraient certainement servir aux besoins à long terme de la Régionale. D'ailleurs, certains membres réclament ce service depuis longtemps. La définition des membres statutaires fait aussi l'objet de sérieuses discussions. La formulation de ces propositions exige des réunions spéciales ou des discussions à ajouter à l'horaire déjà chargé des réunions mensuelles. Le conseil doit aussi tenir compte des dates limites pour l'envoi de ses propositions tel que stipulé par les règlements. En somme, l'exercice de ce droit permet à la Régionale, comme aux autres, de se tailler sur mesure une société unique et dynamique.

L'assemblée annuelle de la Régionale se tient le 26 mars 1995. Elle accueille avec grand plaisir, M^{me} Louise Roy-Brochu à qui la Régionale est grandement redevable pour le relogement et M^{me} Louise St-Denis, généalogiste, conférencière invitée. Pour des années de dévouement, Vincent Levasseur est nommé au certificat de mérite.

C'est aussi l'occasion, pour la présidente, de faire le bilan des activités du conseil, de remercier les bénévoles et les membres de leur soutien. Des applaudissements nourris confirment les efforts méritoires du conseil sortant et indiquent l'appui des membres aux prochains projets de la Régionale. C'est par scrutin que les membres élisent leurs représentants au prochain conseil.

Trop longtemps retenu par les problèmes « maison », le conseil prend maintenant sa place au sein des organismes voués à la conservation du patrimoine. En ayant voix au chapitre, il compte jouer un rôle dans les dossiers concernant le patrimoine régional. À l'heure des compressions budgétaires, il devient impératif pour les intéressés rassemblés sous le Comité des organismes du patrimoine de la ville d'Ottawa, (COPO), de faire valoir l'importance de la sauvegarde et de la promotion des biens patrimoniaux auprès des élus municipaux. La présidente, Patricia Leduc, réélue pour un troisième mandat de suite, représente la Régionale aux réunions régulières et spéciales du COPO. Le 7 août, c'est la Journée du Colonel By et la Régionale en profite pour y faire de la publicité. Les délégués à cette fête soulignent, à leur retour, le manque de participation des Francophones à cette journée. Pourtant, on y avait dévoilé une plaque commémorant le 150^e anniversaire de l'arrivée de Mère Bruyère à Bytown. Pour s'assurer d'une représentation équitable et soulever l'intérêt des Francophones envers les célébrations d'un héritage commun, le conseil décide de continuer à collaborer au succès de ces fêtes. Pour célébrer le 25^e anniversaire de l'Ontario Genealogical Society (OGS), la présidente de la Régionale est invitée à représenter la Société lors des festivités à l'Université Carleton.

Depuis plusieurs années, le gouvernement ontarien souligne le dévouement des bénévoles, lesquels, au-delà de cinq années ou plus, oeuvrent pour le bien-être de leurs concitoyens. Le conseil ne manque pas l'occasion et tout le plaisir de nommer ses membres à cet honneur qui confirme la reconnaissance de leurs efforts.

Membre du Regroupement des organismes du Patrimoine franco-ontarien (ROPFO) la Régionale participe aux ateliers sur la valeur du patrimoine vivant. Des membres se rendent aussi au Festival franco-ontarien tenir kiosque. Ils espèrent ainsi recruter des

1995 - 1996

Quatorzième conseil d'administration

« Pendant que les membres passent à l'autre salle pour prendre une pause avec rafraîchissements légers, les membres choisis se partagent les responsabilités du conseil d'administration. Les réunions du conseil d'administration se tiendront le 4^e mardi de chaque mois. »

- Patricia Leduc, présidente**
- Louis Aubry, vice-président**
- René-Marie Paiement, secrétaire**
- Claudette Millette, trésorière**
- Aimé Brunet**
- Adrienne Brunet**
- Henri Brunet**
- Vincent Levasseur**
- Françoise Malboeuf**
- Maurice Morrissette**

Françoise Malboeuf accepte de remplacer René-Marie Paiement au poste de secrétaire lors de la démission de ce dernier.

adhérents et en général, faire connaître la Régionale. Mêmes objectifs lorsqu'ils montent un kiosque au Centre d'achat St-Laurent au début de décembre. À l'occasion, ils distribuent dans les bibliothèques ou autres endroits connexes, le nouveau dépliant publicitaire de la Régionale.

Le conseil parvient à soutenir des activités de recrutement et de promotion sans pour autant grever son budget. Malgré l'intérêt pour certaines invitations, les frais encourus pour participer demeurent souvent au-delà des moyens financiers. Le conseil tient les cordons de la bourse assez serrés pour n'acheter que le strict nécessaire, des fournitures de bureau et quelques volumes, pour payer le téléphone et l'envoi des lettres aux membres. Les fonds proviennent principalement des adhésions, des ventes de divers supports généalogiques et des revenus de la photocopieuse. En novembre 1995, le compte de caisse est de 1 942 \$, une cinquantaine de dollars de moins qu'en mai précédent. La prévoyance est toujours de rigueur.

Au-delà des considérations financières, le conseil tient à récupérer les membres qui ont probablement oublié de renouveler leurs adhésions. Des rappels par lettres et téléphones ne suffisent, en mai, qu'à regagner 18 renouvellements. Par expérience, les conseils tendent à conserver au-delà de 200 membres. Certes, il vise une certaine stabilité financière mais davantage, une diversité de membres dont les opinions et les talents apportent dynamisme voire rafraîchissement au sein de l'organisme. C'est pourquoi la Régionale choisit souvent d'inviter les non-membres aux activités susceptibles de les intéresser et de les convaincre d'entreprendre des recherches généalogiques.

Septembre semble le mois préféré pour entreprendre des sorties et souligner ainsi la reprise des activités. Dès le 17, un groupe se rend d'abord à Rockland visiter l'église Très-Sainte-Trinité où Louis Aubry les accueille, tout fier, de ce joyau patrimonial méconnu du grand public. Ensuite, les visiteurs se rendent au Musée de Cumberland prendre l'air frais et un recul intéressant dans la vie quotidienne des pionniers de ce coin. La reprise des soirées-causeries amène, en octobre, Vincent Levasseur qui ouvre une page d'histoire sur sa famille homonyme et en décembre, Robert Chartrand, qui suscite le désir de s'envoler à Salt Lake City pour une visite au Centre de généalogie des Mormons.

Le conseil revient vite sur terre quand il doit finaliser son rapport sur les assises annuelles qu'il a organisées pour la Société en juin 1995. Une centaine de personnes étaient venues de tous les coins de la province pour discuter, visiter et fraterniser. Le sénateur Jean-Robert Gauthier, ardent défenseur des droits des Canadiens-français était le conférencier invité au banquet du samedi soir. Après la messe du dimanche à la paroisse Saint-Vincent-de-Paul, les délégués visitaient le Musée des Pères franciscains à quelques pas du centre de documentation de la Régionale.

Citée au certificat d'honneur décerné par la Société, Georgette Lamoureux, historienne des faits et gestes des pionniers d'Ottawa, accepte cet hommage, lors d'une visite émouvante de Patricia Leduc, à son chevet d'hôpital. (Mme Lamoureux décède le 8 juillet suivant.) Le 31 décembre suivant, la Société perd son premier président-fondateur, Jean-Claude Imbault. Au fil du temps, la Régionale voit sa mémoire collective disparaître avec le décès de ses membres, Rémi Plante, Edgar Levasseur, Albert Aubé, Albert Boisvert, René Leduc, Jean-Paul Delisle, Aimé Brunet, Paul Marier...et tant d'autres dont les noms nous échappent. Leur fidélité et leur service commandent aux membres présents et à venir, reconnaissance et volonté de poursuivre leur œuvre.

La dernière chronique de généalogie, publiée dans Le Droit, paraît le 22 mars 1995. Nombre de généalogistes de la Régionale comme ceux de la Société de généalogie de l'Outaouais auront, pendant cinq années, fait revivre la mémoire des premiers arrivants. (Les chroniques réunies en un volumineux cahier peuvent être consultées au centre de documentation sous la rubrique « Généalogie ».) La poursuite du dépouillement du cimetière Notre-Dame d'Ottawa, de 1878 à 1989, pose des difficultés. On s'y attendait. La lecture est laborieuse et nécessite une constante révision des données. En janvier 1996, les bénévoles sont rendus à la transcription de 1881. Loin d'être découragés, ils demandent d'ajuster le programme de l'ordinateur pour ajouter des renseignements particuliers. La publication, en trois volumes, des répertoires de baptêmes, mariages, sépultures et annotations marginales de la paroisse Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa vient raviver les efforts. Grâce à ce projet subventionné et au travail acharné du groupe des Aînés, la Régionale a pu subvenir à ses besoins alors que son avenir était des plus menacé. À l'occasion de l'assemblée annuelle, les membres reconnaissent le service exceptionnel de Patricia Leduc en lui décernant le certificat de mérite. Elle aura assumé la présidence pendant quatre mandats, celui de 1986 et de 1993 à 1996 et piloté le projet de recension de la paroisse Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa.

Au début de l'année 1996, les membres reçoivent la convocation à l'assemblée annuelle de la Régionale. La présidente écrit : « Dimanche, le 28 janvier 1996, à 13 h, nous vous ferons part des événements qui ont marqué l'année 1995, nous vous remettons une liste des volumes que nous avons reçus en don ou achetés au cours de l'année, nous féliciterons notre membre méritant (évidemment, le conseil avait réservé une surprise pour Patricia Leduc) et nous aurons comme conférencier, Jean Pariseau, natif de l'Alberta et militaire à la retraite. Il nous parlera des Francophones de l'Ouest et plus particulièrement d'un missionnaire oblat, monseigneur Grouard, qui a laissé sa marque dans la région de Rivière-la-Paix, en Alberta. »

Une vingtaine de membres se présentent à la réunion. Le conseil se console en pensant aux 2 290 visites des membres au cours de l'année passée, incluant les apprentis généalogistes des écoles, les visiteurs des autres Régionales lors de l'assemblée annuelle de la Société, en plus de la belle visite d'une quarantaine de membres de la

Société de généalogie de la Mauricie-Bois-Francs. La rencontre annuelle se termine comme d'habitude par l'élection des nouveaux représentants.

Le nouveau conseil maintient la formule éprouvée par les années d'expérience antérieure en fonctionnant par comité. Les tâches sont réparties entre les comités d'accueil, de relations publiques, de la bibliothèque, de la cueillette des données,

1996-1997

Quinzième conseil
d'administration

Louis Aubry, président
Vincent Levasseur, vice-président
Françoise Malboeuf, secrétaire
Claudette Millette, trésorière
Aimé Brunet
Adrienne Brunet
Henri Brunet
Pierre Chartrand
Marie-Marthe Dubois
Patricia Leduc, présidente sortante

des statuts et règlements et de l'assemblée annuelle de la Régionale ou de la Provinciale. Chaque comité se nomme un responsable qui doit tenir réunion et en faire rapport au conseil d'administration lors de la réunion mensuelle. Le conseil se sert d'habitude de la *Lettre aux membres* ou du tableau d'affiche pour faire un appel général au bénévolat.

Cette fois, les conseillers décident de faire des appels personnels, à chacun des membres, pour solliciter les talents et des énergies nouvelles. Cette ouverture se veut non seulement une démocratisation du fonctionnement établi depuis les débuts, mais surtout, un tremplin pour assurer une relève d'expérience au sein des conseils et de ses comités. Depuis

peu, une certaine continuité s'effectue lorsque les présidents sont élus pour un mandat de deux ans consécutifs. Pour encourager l'assiduité et faciliter l'accès aux réunions, les conseillers décident de les tenir, au deux mois ou selon le besoin, les jeudis, à 10 h, au centre de documentation. Le mardi soir est réservé pour les activités des membres.

Une première réunion du comité d'accueil permet de renseigner les bénévoles sur les procédés à suivre lors de leur tour de garde au centre de documentation. L'inscription des membres et visiteurs est obligatoire au registre des présences. Ils sont aussi responsables des adhésions, des ventes d'articles généalogiques et du service à la photocopieuse. Il leur est demandé de faire observer, avec le plus de délicatesse possible, les règlements de la salle de consultation. Les gardes doivent offrir, aux nouveaux membres, la trousse d'initiation à la généalogie ainsi qu'une aide appropriée. Rien de nouveau dans cette routine pour des membres qui font la garde, certains depuis la fondation. Mais ils doivent maintenant composer avec les demandes d'accès à la bibliothèque de la part de chercheurs qui fréquentent les Archives d'à côté mais qui ne sont pas membres de la Régionale. Les dirigeants se mettent d'accord pour leur accorder une visite gratuite tout en leur offrant la feuille d'adhésion pour la prochaine fois.

Le comité veut faire revivre le laissez-passer, bon pour une visite gratuite et qui avait servi autrefois comme moyen de recrutement. La visite des élèves nécessite toujours la présence d'un surplus d'aide. L'horaire des gardes est monté pour trois ou quatre mois à l'avance pour faciliter les arrangements. Le comité propose de faire un appel à tous pour préparer une certaine relève aux gardes de longue date.

En geste de solidarité envers les Archives, la Régionale recommande à ses membres de se procurer le laissez-passer qui permet l'accès à la salle de documentation des Archives. Grâce aux représentations efficaces des agences du patrimoine, les Archives et par ricochet la Régionale, ont pu éviter de justesse des coupures sérieuses au budget de la ville, ce qui aurait sûrement entraîné des réductions d'heures de service. C'est une des raisons multiples qui engage le conseil à participer activement à toutes les activités concernant la mise en valeur du patrimoine. Outre les invitations, le conseil se fie au calendrier Héritage pour choisir parmi les nombreuses présentations. Comme d'habitude, la Régionale souligne la Semaine du patrimoine, la Journée du Colonel By, les fêtes du 1^{er} juillet, en montant des kiosques de renseignements sur la généalogie ainsi fait à l'occasion du colloque de l'Ontario Genealogical Society en mai 1996. Des délégués assistent aussi à une conférence sur Le patrimoine vivant en Ontario à l'assemblée générale annuelle du ROPFO. En juin, les membres se rendent à l'Université d'Ottawa pour en faire une visite guidée par Michel Prévost, archiviste du Centre d'étude en civilisation canadienne-française. Évidemment, les membres en profitent aussi pour visiter le centre d'étude.

En septembre, à l'occasion des ménages d'automne, les ventes de garage se font nombreuses et la Régionale profite de celle annoncée pour le 21 septembre dans le secteur New Edinburgh. Les recettes nettes, comprenant des dons en argent des membres s'élèvent à 501 \$. En novembre, des membres participent à la vente des cartes de Noël pour l'UNICEF. Ce partenariat rapporte 322 \$. En général, les avoirs de la Régionale se maintiennent, de mois en mois, à plus ou moins 2 000 \$.

Le 17 octobre, les membres se rendent, en autobus nolisé, visiter le Musée-de-la-Pointe-à-Callière, à Montréal. Un petit tour dans le Vieux-Port, du lèche-vitrines dans les rues historiques, un souper en bonne compagnie, rien de mieux pour raviver le goût de la recherche historique. Enfin, Henri Brunet, Rhéal Perron et Michel Prévost se partagent les soirées de causeries au cours de l'année.

À toute fin pratique, les comités de bibliothèque et de cueillette des données doivent travailler ensemble. Le nombre impressionnant de livres que la Régionale reçoit de la Provinciale ou des membres, ceux que la Régionale achète, demande une révision constante du codage, du rangement et de l'étiquetage des tablettes, de la vérification pour un double et de l'entrée au catalogue informatisé. Il en résulte une bibliothèque facile d'accès pour le chercheur qui peut consulter, en premier lieu, le nouvel index des répertoires et des volumes, augmenté et fraîchement imprimé.

Bientôt, les bénévoles de ces comités réclament un deuxième ordinateur plus puissant. On en trouve un beau, bon, pas cher et qui fait l'affaire. Un deuxième lecteur de microfiches est reçu en cadeau.

La recension des sépultures du cimetière Notre-Dame d'Ottawa se fait lentement mais progressivement. Le conseil tente d'obtenir un financement pour des supports techniques afin de faire avancer le projet. Le comité reste sans réponse à son appel. Les bénévoles reconnaissent que c'est un projet à long terme où la patience est de rigueur. L'impression de l'Index des noms de femmes dans le Drouin est terminée. Cette compilation remarquable est un cadeau de M. Dave Bradshaw. La bibliothèque s'enrichit, grâce à un autre don, d'une collection de nécrologies de 1980 à 1990, copies originales du fonds Albert Quesnel.

Parfois, les bénévoles se prennent à rêver d'achat de microfilms des registres paroissiaux pour suppléer aux répertoires manquants. Mais, faute de fonds suffisants, le conseil finit par dédier environ 500 \$ à l'achat de volumes et élaborer une politique d'achat. Pour plusieurs raisons d'ordre pratique, le comité de la bibliothèque est dorénavant responsable de l'achat des volumes. Bientôt, avec l'ajout des supports techniques, des classeurs et d'un nombre impressionnant de livres, les membres se sentent à l'étroit. Le comité en fait rapport sans pour autant s'attendre à une solution. La secrétaire rapporte, le 19 septembre, l'état restrictif de l'espace fonctionnel :

« Deux lecteurs, deux ordinateurs, nous manquons d'espace. Alors les fiches ont été placées dans le classeur à gauche de la table. Les revues dans les étagères, près de la garde-robe, devraient être mises en entrepôt en y ajoutant une note indiquant où elles se trouvent. Il faudra refaire les étagères, car les séries se trouvent sur diverses tablettes. »

La question des membres à vie refait surface. Le comité des statuts et règlements propose une résolution reformulée pour présenter à l'assemblée annuelle de la SFOHG, soit « que les Régionales aient des membres à vie pour les membres de 65 ans et plus, et que l'argent soit déposé à la Régionale qui enverra la ristourne annuelle ». Cette proposition demande, comme tant d'autres, une étude des règlements antérieurs et une autre sur la portée future d'une telle réglementation. C'est un travail nécessaire, souvent peu apprécié, lequel demeure soumis aux règles du jeu démocratique lors des assemblées de l'organisme. Néanmoins, le comité se penche sur les règlements qui régissent les deux partenaires, vérifie, modifie, corrige le document qui sera remis à l'assemblée annuelle pour des amendements éventuels.

L'assemblée annuelle de la Régionale se tient le 26 janvier 1997. Un comité de nomination avait été mis en branle pour encourager les membres à prendre place au sein du conseil d'administration. Pour agrémenter la réunion, Sœur Rita Lacombe, des Sœurs de la Charité lesquelles célèbrent le 150^e anniversaire de l'arrivée de Mère Bruyère à Ottawa, est la conférencière invitée. En fin de mandat, il est coutume

de reconnaître le travail d'un bénévole au certificat de mérite et cet honneur bien mérité revient à Adrienne Brunet coresponsable de l'horaire de la garde du centre. La réunion finit par l'élection des prochains dirigeants sous la direction du même président.

Depuis plusieurs mois la rumeur prédit un déménagement. Elle court dans les corridors et les bureaux, elle alimente les jasettes jusque dans la cuisinette à côté de la salle de documentation. Les conseillers apprennent qu'il y a effectivement, une analyse en cours sur le relogement des Archives municipales. Comme il n'y a rien de définitif, le conseil se rend tout de même à l'invitation de l'Ontario Genealogical Society pour faire partie d'un regroupement formé sous le nom : Amis des Archives. On sent tout de même l'inquiétude monter surtout quand il est question de facilité d'accès incluant le stationnement pour les membres. En attendant d'autres développements, le conseil retourne à son agenda.

1997 - 1998

**Seizième conseil
d'administration**

Louis Aubry, président
Vincent Levasseur, vice-président
Françoise Malboeuf, secrétaire
Guy Morrissette, trésorier
Adrienne Brunet
Aimé Brunet
Henri Brunet
Pierre-Louis Chartrand
Marie-Marthe Dubois
Patricia Leduc

La bibliothèque commande beaucoup d'attention de la part des bénévoles. Les inventaires successifs démontrent une accumulation de revues, périodiques, bulletins et livres contenant certaines mentions historiques qui ne peuvent servir qu'à l'occasion d'une lecture passagère. Le comité décide de les entreposer et d'établir une liste de références. Ce ménage laisse de la place pour ranger la soixantaine de livres reçus de la Provinciale. Une autre pile composée de livres donnés ou achetés attendent le codage et un rayon désigné sur les tablettes. La mise à jour de l'Index des répertoires tire à sa fin et sera expédiée à la Provinciale. Suite aux demandes des chercheurs, les conseillers décident de rendre l'Index disponible sur disquette, moyennant rémunération. Toutefois, il reste plus d'une dizaine de catégories de livres à inventorier. Grâce à l'informatique, des publications de travaux personnels se font de plus en plus nombreux et les chercheurs ne demandent pas mieux que de vendre le fruit de leur recherche. Le conseil, saisi de cette question pour le moins délicate, s'en remet à un comité qui fera des recommandations au sujet de ces offres. Le projet du relevé des sépultures du cimetière d'Ottawa est mis en veilleuse. Les responsables tentent, à nouveau, d'obtenir une subvention pour de l'aide technique.

Le temps est venu de remplacer l'ordinateur. Pour 218 \$, le conseil autorise l'échange de l'ancien pour un autre plus performant. Signe des temps, une liste de courriels des

membres est suggérée pour faciliter les échanges Internet. L'informatique devient aussi un outil précieux pour la tâche du trésorier qui est, non seulement responsable devant son conseil et celui de la Société, mais aussi devant les autorités gouvernementales comme d'ailleurs le sont tous les conseillers. En date du 7 avril 1997, l'encaisse est de 4 614 \$ et quelques poussières. Guy Morrissette en présente le rapport : « il explique qu'il y a 112 membres qui ont payé leurs adhésions. Il explique aussi la base de données qu'il a préparée et un plan pour rattraper les retardataires. » Aussitôt dit, aussitôt fait, le comité des relations publiques et le comité de téléphone sont mis à contribution. Malgré les efforts, quelques 93 adhésions demeurent non renouvelées à la fin de septembre. Tout de même, la Régionale offre un atelier de généalogie pour les nouveaux venus, comme d'habitude à la mi-novembre.

Sans compter les dons, la vente de garage tenue annuellement à la résidence de Aimé et Adrienne Brunet, rapporte 210 \$. La vente des cartes de Noël de l'UNICEF vaut un peu plus de 90 \$, piètre résultat imputé à la grève de la Poste. On est tenté, de prime abord, de juger de la pertinence de ces activités mais, c'est mal connaître le dévouement, l'esprit d'équipe et l'optimisme des bénévoles qui ont conquis les années de vaches maigres « à coup de cennes et de piastres. »

Au printemps, la Régionale s'empresse de participer à la Semaine du patrimoine en montant un kiosque aux festivités. Dans un rapport, les représentants déplorent, encore une fois, le manque de participation des Francophones à l'événement. Sans aucun doute, ils seront là en grand nombre aux célébrations du 150^e anniversaire du diocèse d'Ottawa. Le conseil s'empresse de former un comité. Le 19 octobre 1997, en une salle du Centre francophone de Vanier, la Régionale accueille ses membres et le grand public. Les participants soulignent le professionnalisme des membres démontré lors de l'exposition et des causeries sur l'histoire des paroisses, des communautés religieuses, des évêques fondateurs et successeurs, sur les familles pionnières de la région. Si le premier objectif de cette activité d'envergure était de célébrer l'établissement du grand diocèse d'Ottawa, elle aura servi en second lieu à faire connaître la valeur des membres de la Régionale. Ce même automne, pour varier des causeries sur les recherches familiales, la Régionale invite M. Marc Scott, auteur de « Contes et récits de l'Outaouais ». C'est une soirée tout à fait différente mais combien intéressante.

L'assemblée annuelle se tient le 25 janvier 1998 à 13 h au centre de documentation. Tous reconnaissent le mérite de Guy Morrissette en lui décernant le certificat approprié. Conférencier invité, Michel Prévost, auteur et archiviste, commente ses recherches qui l'ont conduit à faire revivre « La belle époque à Caledonia Springs ».

Il est évident que les membres ne font pas la file devant les postes à combler lors des élections annuelles. Pour la majorité, l'adhésion à une société de généalogie implique s'adonner exclusivement à son loisir, sans se soucier de la gérance de

l'organisme. Et, c'est tout à fait dans la norme. Il est donc donné à quelques personnes d'assumer la direction de l'organisme pour en assurer la pérennité. Elles le font avec plaisir en mettant leurs talents et aptitudes au service des autres. Qu'on les nomme bénévoles ou volontaires, sans leur contribution désintéressée et gratuite, caractéristiques indissociables d'une société à but non lucratif, la SFOHG et par extension la Régionale, n'auraient pu exister. Devant le manque d'intérêt de la part de la majorité des membres à briguer un poste au sein du conseil d'administration, les bénévoles sont obligés de se relayer aux différents postes du conseil.

1998 - 1999

Dix-septième conseil d'administration

Françoise Malboeuf, présidente

Claudette Millette, vice-présidente

Guy Morrissette, trésorier

Bernard Thérien, secrétaire

Louis Aubry, président sortant

Pierre-Louis Chartrand

Marie-Marthe Dubois

Thérèse Lavigne

Vincent Levasseur

Suzanne Labelle-Martin

Albert Tisdelle

Cependant, l'absence de renouvellement au sein de la direction comporte certains risques et le « syndrome d'essoufflement » n'est pas le moindre. Il devient donc très important d'encadrer le processus démocratique des élections par des règlements capables d'assurer la bonne marche de l'organisme. Puisqu'il est spécifié, depuis les premières ébauches des règlements de la Société, comme dans leurs révisions et adoptions subséquentes, que « chaque Régionale est régie par des lignes de conduites adoptées par ses membres », le conseil forme un comité de révision et de recommandation qui étudie de façon assidue « Les lignes de conduite de la Régionale » et, à l'occasion, les règlements de la Société, pour en faire des corrections, des suggestions et des propositions d'amendements qu'il soumet aux membres lors des assemblées annuelles respectives.

C'est ainsi qu'à l'assemblée annuelle de la SFOHG, tenue le 6 juin 1998, à Cornwall, la Régionale propose sept amendements aux statuts et règlements de la Société. Parmi ces changements se retrouvent les articles concernant les membres statutaires, les membres associés et celui de la territorialité des Régionales. Le jeu de la démocratie renvoie le comité de la Régionale à ses devoirs. Cependant, le 14 octobre suivant, la Provinciale lui confie un mandat spécifique, celui de « rendre les Statuts et Règlements plus facile à lire et conformes, à la Partie III de la Loi sur les personnes morales sans capital-actions, à la Partie VII des Dispositions Générales de la province d'Ontario et au guide des Procédures des assemblées délibérantes de Victor Morin. »

Mais, le conseil doit remettre cette étude sérieuse de quelques mois. Son attention doit se concentrer sur le déménagement des Archives, car la rumeur s'est concrétisée au cours de l'année. Tous les partenaires qui logent au 174, rue Stanley sont invités à se joindre, vers la mi-décembre, dans une grande mise en commun des ressources sous la bannière des Archives municipales, à l'Hôtel de ville d'Ottawa, en la salle patrimoniale Whitton où siégeait le conseil de la ville de 1958 à 1994. On croit comprendre, à la lecture des discussions, que la Régionale veut en toute première considération, s'assurer de son autonomie si chèrement acquise et préservée. Aussi s'inquiète-t-elle, entre autres, du stationnement pour les membres, de l'espace réservé aux chercheurs et aux fournitures de toutes sortes, des responsabilités accrues pour le conseil et du rôle de ses bénévoles à l'accueil. L'invitation est tentante mais ce n'est pas une affaire à bâcler.

Le 15 septembre, par une résolution de son conseil, la Régionale accepte de déménager moyennant la signature d'un protocole d'entente. Des pourparlers nombreux et amicaux aboutissent à une lettre (le 9 novembre 1998) où les responsables des Archives répondent favorablement aux attentes de la Régionale.

Prévoyants, les conseillers avaient, dès la reprise de leurs réunions, le 24 février précédent, laissé un comité s'occuper du déménagement, pendant qu'ils entreprenaient les activités prévues au programme. Le 3 mars, une présentation généalogique à Orléans nécessite l'installation des tableaux explicatifs de la Régionale. Le 24 mars, 35 personnes assistent avec le plus grand intérêt à une causerie sur la famille de Charles Paquette. Le 20 mai, un atelier sur le logiciel BK5 avec Vincent Levasseur fait salle comble. Au début d'août, des représentants se pointent au Musée Bytown pour la Journée du Colonel By. Le 14 septembre, c'est la vente de garage annuelle tenue dans la cour de Aimé et Adrienne Brunet. La vente bric-à-brac rapporte 369 \$. Le 21 et 22 septembre, des écoliers envahissent le centre en quête d'ancêtres renommés. Le 17 novembre, une douzaine de membres visitent la Société généalogique canadienne-française à Montréal. Le 29 du même mois, se tient la visite de l'exposition sur le 150^e anniversaire de fondation de l'Université d'Ottawa. Fin novembre, des membres s'offrent pour vendre des cartes de Noël pour l'UNICEF.

Le comité de la bibliothèque est très occupé. Un ménage s'impose dans les volumes sous la rubrique « divers ». Une revue détaillée de tous les volumes est entreprise par le comité ce qui permet de ranger les livres sous divers volet de la rubrique « Histoire ». Le grand fichier est réduit de 60 000 à 6 000 fiches. Les publications inadaptées ont été retirées, les doubles offerts à la Provinciale ou à d'autres Régionales. Elles sont donc retranchées de l'inventaire. Le comité réserve 500 \$ pour l'achat de livres. Il achète 27 volumes et on en reçoit 43 en don. Comme il vaut mieux prévenir que guérir, le comité recommande fortement aux gardes à l'accueil d'appliquer le règlement de la salle de consultation tel qu'affiché au tableau.

Le 10 novembre, le conseil adopte une politique de non-achat des publications personnelles de ses membres mais il demeure très ouvert à leur générosité. Les généalogistes seront invités à proposer la vente de leurs recherches à la Provinciale qui fait une distribution égale des publications entre ses Régionales. La bibliothèque s'enrichit des travaux de Sœur Rita Denis, un manuscrit des registres de la paroisse Saint-Bernard de Fournier. Pour maintenir un lien plus étroit avec les membres, le conseil songe à reprendre la formule du bulletin d'information semblable au défunt Glanures. Enfin, et non le moindre, il amorce un projet d'envergure pour souligner le passage de l'an 2000. Claudette Millette et une équipe du tonnerre amasseront 2 000 généalogies pour célébrer la venue du nouveau millénaire.

C'est la dernière réunion au 174, rue Stanley. On est le mardi 10 novembre 1998 et le conseil apprend que l'ordinateur est passé de vie à trépas et qu'il faut aussi une imprimante. Ce sera des articles en moins à déménager, car dans les prochaines semaines, la Régionale doit procéder à une vente de feu des fournitures non essentielles. Les déménageurs retenus par la ville s'occuperont du reste. La chaîne téléphonique, les courriels et une affiche informeront les membres de la fermeture du centre, le 14 décembre prochain.

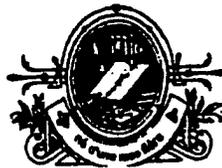
L'installation à l'Hôtel de ville d'Ottawa s'est faite aisément au début de janvier. Lors de la première réunion du conseil, le 12 janvier 1999, à la salle Whitton (nommée ainsi pour la première mairesse d'Ottawa, Charlotte Whitton), le comité du déménagement reçoit un vote de félicitations pour son efficacité.

Seule ombre au tableau, l'éclairage de la pièce laisse à désirer. Toutefois, le coup d'œil sur la transformation de cette salle en bibliothèque reste impressionnant. L'allure imposante de la porte d'entrée annonce l'importance des lieux. Elle s'ouvre sur l'ancienne enceinte du conseil d'Ottawa, une immense pièce lambrissée dont la coupole est trouée de hublots laissant passer la lumière du jour. À l'entrée, deux bureaux flanquent la gauche et la droite. Devant les postes d'accueil, les tables de travail, un peu trop rapprochées selon certains, attendent les chercheurs. Semblable à des soldats en rangées serrées, les rayons de la bibliothèque viennent remplir plus de la moitié de la salle. Il faut avouer que l'ambiance est moins intime et plus solennel que les installations précédentes. C'est le sort des grandes bibliothèques. Cependant, le service empressé des employés et des bénévoles sait rendre tous et chacun à l'aise.

Les chercheurs d'ancêtres se font attendre. Situé sur l'Île Green, entre les ponts Bytown enjambant la rivière Rideau, l'Hôtel de ville est facilement accessible par autobus tandis que le stationnement souterrain est disponible pour seulement une heure sans frais. Le conseil avait prévu cet embêtement et les conséquences sur la fréquentation du centre. Toutefois, l'approche de l'assemblée annuelle incite les conseillers à remettre à plus tard l'étude sur le problème du stationnement ainsi que les démarches pour l'incorporation

de la Régionale et la révision des règlements de la Société. Ces tâches leur seront probablement dévolues lors de leurs réélections, car il n'y a aucune vacance au conseil.

L'assemblée annuelle se tient le 24 janvier 1999, dans un local attenant à la salle Whitton. Le trésorier soumet son rapport financier pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1998. Il explique que l'achat d'un ordinateur plus puissant et d'une nouvelle imprimante s'imposait et que la ristourne de 6 \$ par adhésion à la Provinciale sert entre autres à l'achat de volumes et d'abonnements qui sont répartis entre les Régionales. La Régionale termine l'année avec une somme de 7 414 \$ en caisse. Pour son dévouement, Louis Aubry est cité au certificat de mérite de la Régionale pour l'excellence de son travail et sa très grande participation.



SAMUEL RACONTE...

RÉGIONALE SAMUEL-DE-CHAMPLAIN INC. (SFONG)

Salle Whitton, 111, rue Sussex, Ontario (Ontario) K1N 5A1 • (613 244-5300 Poste 3333)

2 juin 2000

Vol. 1 Numéro 2

Puisque nous avons adopté Samuel de Champlain pour identifier notre régionale, il est tout à fait approprié que notre bulletin soit intitulé *Samuel raconte...*

Le but est de vous raconter des faits divers, d'histoire et de généalogie et de vous informer des activités à venir ainsi que des acquisitions.



La Régionale
Samuel-de-Champlain

1999 – présent

La petite histoire d'un nom

Tout généalogiste de bon aloi s'intéresse au nom, d'abord au sien qui est souvent à l'origine de sa quête puis, à de centaines d'autres se greffant à l'arbre de famille. Il reconnaît que le prénom d'une personne est plus ou moins choisi selon le goût, la mode, l'inspiration du moment et que le nom de famille indique clairement l'appartenance au groupe familial qui investit le porteur du nom du droit d'utilisation et de transmission. L'acte religieux ou civil entérine le choix et le droit.

Les fondateurs de la Société nomment leur organisme *Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie*, reflet de l'ampleur de leurs aspirations et de la grandeur de leur mission. Sous ce « nom de famille » viennent se regrouper les *Régionales*. Pour se démarquer de la Société-mère et souligner leur autonomie, pour aussi se différencier les unes des autres, les Régionales choisissent un nom indiquant une réalité historique, un personnage important, un lieu géographique, une expression familière. Cependant, elles intègrent toujours leur nom à celui de la Société tel que l'indique le règlement.

La Régionale Ottawa-Carleton nommée ainsi par le conseil provincial, le 8 mai 1982, doit son titre au comté et à une région administrative comprenant plusieurs villes, villages et cantons de la région outaouaise. Pour plusieurs raisons, le nom dérangeait et, en coulisse, plus d'un membre se promettait d'aborder le sujet.

C'est le 16 août 1990, lors d'une réunion mensuelle de la Régionale que Henri Brunet soulève la question. Il suggère de remplacer la désignation *Ottawa-Carleton* par celle de *Champlain*. Le 2 octobre suivant, appuyé de Claude Provost, il en fait une proposition en bonne et due forme laquelle sera transmise à la Provinciale. A l'assemblée annuelle de la Régionale, le 29 janvier 1991, les membres, après discussion, votent en faveur d'une étude sur le changement du nom et sur la procédure pour le changer.

Une lettre d'un membre, Albert Boisvert, datée du 1^{er} février 1991, suggère le nom *La Colline* tandis que celle d'un autre membre, Guy-Yves Pelletier soumet celui de *Capitale nationale*. Au printemps, Henri Brunet propose une réunion spéciale des membres pour l'automne suivant afin de choisir définitivement la désignation appropriée.

Il va sans dire que les conseils d'administration d'alors ont d'autres préoccupations et que l'étude du changement de nom devient secondaire. Aux oubliettes durant quatre années, le projet refait surface à la réunion mensuelle du 27 juin 1995. Henri Brunet et Louis Aubry proposent à nouveau, le nom *Champlain*. Ils demandent au conseil d'entreprendre les démarches nécessaires auprès de la Provinciale. Les documents restent muets sur la suite de cette proposition.

Trois ans plus tard, le déménagement à l'Hôtel de ville et l'incorporation de la Régionale viennent précipiter l'adoption d'une nouvelle dénomination.

On ne peut pas dire que le nom *Régionale Ottawa-Carleton* déplaisait aux membres mais il ne collait pas à la peau. De plus, il prêtait à confusion avec le nom de la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton destinée à disparaître à l'aube du nouveau siècle, pour faire place à la grande ville d'Ottawa. D'ailleurs, le relogement des Archives faisait plus ou moins partie de ce réarrangement de la gestion administrative de la nouvelle ville. Ainsi, la disparition de la dénomination géopolitique avivait ce désir de baptiser à nouveau la Régionale. Ce changement de nom cadrait aussi avec les démarches d'incorporation entreprises par le conseil, tel qu'inscrit au procès-verbal du 13 octobre 1998 : « Vincent Levasseur nous avise que les démarches sont commencées pour l'incorporation. Il suggère que nous devons avoir un nouveau nom pour notre Régionale. Tous sont d'accord avec la proposition (du nom) que jadis Henri Brunet avait fait, soit celui de *Régionale Samuel-de-Champlain*. L'adoption de la proposition est faite par Thérèse Lavigne et appuyée par Louis Aubry; votée à la majorité. »

Louis Aubry se prévaut de la documentation pertinente à l'incorporation sous le nom *Samuel-de-Champlain inc.* « On prévoit que les frais seront de 50 \$ plus taxes pour les recherches et de 155 \$ pour la requête » lit-on au rapport du 10 novembre suivant. Le conseil diffère le processus jusqu'après l'emménagement à l'Hôtel de ville d'Ottawa.

Le 8 février 1999, la Régionale attend l'autorisation de la Provinciale « pour utiliser le nom *Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie* qui sera suivi de « *Régionale Samuel-de-Champlain inc.* ». Le 13 avril suivant, le conseil espère toujours une confirmation de sa demande d'incorporation de la part du ministère de l'Industrie et du Tourisme de l'Ontario. Enfin, le procès-verbal de la réunion mensuelle du 29 juin 1999 fait état du changement légal. « La Régionale porte maintenant le nom de *Régionale Samuel-de-Champlain* selon le certificat no 1344137 qui nous a été acheminé par le gouvernement de l'Ontario. »

En date du 11 mai 1999, la dénomination *Régionale Ottawa-Carleton* passait à l'histoire et sous le nom historique de *Samuel-de-Champlain*, la Régionale s'aventurait dans les voies inconnues du nouveau millénaire.

La planète est en pleine effervescence. À l'aube d'un nouveau millénaire, la fête est de rigueur. Pour s'inscrire dans ce mouvement de célébration, la Régionale choisit de mettre en évidence le travail généalogique de ses membres. Ce faisant, la publication de « 2 130 lignées ancestrales » vient témoigner du mérite de ces innombrables devanciers qui ont contribué, par leur existence même, au prolongement de la multitude d'êtres humains célébrant l'avènement de l'an 2000. Pour appuyer ce projet louable, la Fondation Trillium de l'Ontario octroie, le 19 octobre 1999, la somme de 13 700 \$ à l'équipe de Claudette Millette pour une période de 12 mois et ainsi permettre la publication des 2 000 lignées et plus, soumises par les membres.

1999-2000

Dix-huitième conseil
d'administration

Françoise Malboeuf, présidente
Claudette Millette, vice-présidente
Bernard Thérien, secrétaire
Guy Morrissette, trésorier
Louis Aubry
Pierre-Louis Chartrand
Marie-Marthe Dubois
Thérèse Lavigne
Vincent Levasseur
Suzanne Labelle-Martin
Albert Tisdelle
*Eugène Touchette accède au conseil
suite au départ de Suzanne Labelle-Martin.*

L'enthousiasme des responsables et la détermination de mener à bien ce projet incitent les membres à participer. Fin octobre plus de 1 000 lignées sont prêtes pour l'impression et un rappel aux membres de temps à autre suffit à rassembler plus que le nécessaire pour la publication prévue pour l'automne de l'an 2000.

Outre cette cueillette de données, le comité de la bibliothèque s'adonne aux tâches régulières. Il effectue le triage des volumes superflus à expédier à la Provinciale pour distribution à d'autres Régionales, s'attaque au codage des nouveaux livres, entreprend un ménage dans les nombreux bulletins, rafistole les plus endommagés. Il se met à la recherche des nouvelles parutions auxquelles 500 \$ ont été attribués par le conseil. L'impression de l'inventaire informatisé de la bibliothèque est un appui de plus pour les bénévoles concernés et de plus, est intégré au système INMAGIC des Archives d'Ottawa. Il y a eu 1 180 visites au centre de documentation pendant l'année. Ces chiffres sont valables seulement pour la Régionale.

Les responsabilités des bénévoles à l'accueil se sont accrues depuis le déménagement. Comme on est loin des premières tâches dévolues aux gardes à l'accueil! C'est pourtant du pareil au même en ce qui concerne l'amabilité et l'empressement auprès de tous et chacun des visiteurs, membres ou non. Mais, la mise en commun des ressources archivistiques, du livre des présences, du service téléphonique, d'une adresse unique, demande la coopération de tous et chacun des intervenants.

Dans cet esprit de collaboration, le bénévole de la Régionale participe, selon ses attributions, à la bonne marche des activités journalières de la salle de lecture. Les heures de travail sont comptées au cahier « Heures de bénévolat », échange de bons services entre la ville et ses partenaires. Un relevé indique 2 490 heures de travail bénévole pour l'année 1999.

Partenariat ne veut pas dire abandon de son autonomie. Au contraire, les partenaires visent la collaboration dans un respect mutuel des particularités de chacune des parties. C'est pourquoi le conseil s'attarde à peaufiner l'entente finale de son partenariat avec la ville. Par ailleurs, des conseillers s'occupent diligemment du dossier du stationnement pour les membres. Au 13 avril, la Régionale comptait 247 adhérents et n'avait aucune intention de les perdre dans les dédales du garage.

Depuis des années, les relations entre la Provinciale et sa Régionale cadette est au beau fixe. Dans un esprit de coopération évidente, le président de la Société, Fernand Héroux, rencontre en janvier, les représentants de la Régionale. Il en profite pour admirer les installations et constater les progrès. Dans un compte-rendu de cette belle visite, les dirigeants retiennent l'expression d'une coopération élargie entre les composantes de la Société. Le comité de la Régionale mis sur pied pour l'étude des règlements, soumettra sous peu ses révisions, et les propositions provenant des Régionales seront étudiées en comité. La question du nombre égal de délégués pour toutes les Régionales est soulevée. Depuis les premiers règlements, le nombre de délégués des Régionales à l'assemblée annuelle de la Société est déterminé proportionnellement au nombre d'adhésions par Régionale, soit un délégué par 25 adhérents, ce qui, de toute évidence, met hors combat les Régionales à faible représentation. Subséquemment, lors des assises annuelles de la Société à Welland, en juin 1999, Claudette Millette est élue au conseil provincial. Il y avait belle lurette que la Régionale avait pu participer au pouvoir décisionnel de la Provinciale et que cette dernière avait pu profiter du dévouement et de l'expertise d'un membre de la Régionale.

Tel que promis, Françoise Malboeuf expédie à la Provinciale la révision des règlements. C'est un travail colossal où une cinquantaine d'articles, provenant des versions 1993 et 1997, ont été passés à la loupe. Sans aucun doute, ce travail minutieux est à l'origine de la nouvelle réglementation où, entre autres, tous les membres statutaires peuvent briguer les postes au sein des conseils et chaque Régionale jouir d'une représentation au conseil provincial.

Pour sa part, le comité des relations publiques s'en donne à cœur joie. L'ouverture officielle de la salle de lecture, toujours nommée Salle Whitton, s'effectue le 8 avril 1999 en présence du maire d'Ottawa, Patrick Watson et des dignitaires de la ville. À cette occasion, Patricia Leduc reçoit du maire, une plaque de mérite pour son engagement bénévole assidue depuis nombre d'années.

Les choses normales reprenant leur cours, Olivier Bilodeau s'adonne à ses présentations généalogiques. Le 15 février, le comité monte son kiosque d'informations lors des célébrations de la Journée du patrimoine et le 27 juin suivant, 35 participants se rendent au Domaine Billings pour une visite intéressante. Plusieurs groupes sollicitent des présentations sur la généalogie : les clubs Richelieu, Retraite-en-action, le groupe Régal, un groupe des enseignants retraités. À l'automne, des membres se rendent à Kingston pour une visite historique des lieux de l'ancien Fort Frontenac. Le 11 décembre, c'est le temps de se divertir à l'ancienne avec une soirée du temps des Fêtes, au Centre de jour Guigues. Comme de raison, le comité préférerait recevoir les membres dans la salle attenante à la bibliothèque mais la location est chère et les heures inappropriées.

À la mi-novembre, le compte à la caisse populaire est de 6 499 \$. Les revenus proviennent en majeure partie des adhésions, d'articles généalogiques divers, des recettes de la photocopieuse, des dons et de la vente de garage qui a rapporté, en septembre 1999, la somme de 470 \$. La Régionale est redevable, encore cette année, à Aimé et Adrienne Brunet pour le prêt de leur cour et maison pour cette vente annuelle. Le trésorier s'applique à présenter des graphiques expliquant la répartition des adhésions au cours de l'année. Il est normal que janvier prenne la part du gâteau à cause des renouvellements dus. Cependant, les mois d'été accusent un ralentissement majeur des cotisations. En attendant la pléiade de chercheurs, Vincent Levasseur s'occupe du regroupement BMS 2000 auquel la Régionale s'est joint à titre de partenaire en s'engageant à informatiser des fiches généalogiques. Elles sont disponibles pour les membres seulement aux centres des sociétés partenaires. La saisie des données du cimetière Notre-Dame d'Ottawa refait surface. On fait appel aux volontaires.

L'assemblée générale annuelle se tient au Centre de jour Guigues, le 30 janvier 2000. Le certificat de mérite est décerné à Claudette Millette qui s'est particulièrement distinguée en servant la Régionale et la Provinciale. Outre ses responsabilités à la Régionale, elle s'occupe de la restructuration du bureau provincial à Ottawa et siège comme représentante de la Régionale au conseil de la Société. Les assises annuelles de la SFOHG se tiendront à Toronto du 9 au 11 juin 2000 et la Régionale a droit à 6 délégués. Deux petites rumeurs...une hausse probable des cotisations et des assises aux deux ans!

Enfin le pas est franchi! L'an 2000 est arrivé sans heurts et les prédictions de malheur incluant celui du « bogue » ont fondu comme neige au printemps. Laisant de côté les festivités, le nouveau conseil continue dans les traces du conseil précédent. Le 8 février, il se rencontre pour la première fois afin d'établir la marche à suivre. Une dizaine de réunions du conseil sont réparties au cours de l'année. Elles se tiendront les derniers mardis du mois. Plusieurs comités sont mis sur pied : de l'accueil, de la bibliothèque, du bulletin, de la cueillette des données, des statuts et règlements. Pour faciliter les communications, le comité des relations publiques englobe ceux du téléphone, des activités culturelles et de la levée de fonds.

Une soixantaine de bénévoles sont prêts à relever les défis s'annonçant nombreux et exigeants. En bonne posture financière, le conseil se montre confiant en l'avenir.

C'est pourquoi, il alloue 700 \$ au comité de la bibliothèque pour l'achat de livres et d'abonnements aux revues spécialisées. En outre, 150 \$ sont attribués à la réparation des volumes. « Le Jetté » sera relié en deux volumes pour en faciliter la manipulation et l'utilisation. Les dons de travaux personnels publiés continuent d'enrichir le patrimoine livresque de la Régionale. Aussitôt l'inventaire fini, le comité de la

bibliothèque reprend le codage. En fait, une pile de quelques 350 nouveaux titres attendent le procédé obligatoire avant de faire le bonheur des chercheurs. Pour faciliter ce travail et assurer une continuité, Thérèse Lavigne produit le manuel « Procédure de codage » et se porte volontaire pour former des bénévoles prêts à faire le nécessaire.

Tout comme ça se passe dans les familles, les découpures de journaux et de photos s'accumulent pêle-mêle au fond des boîtes et des tiroirs. Jeannette Racine s'occupe de les monter en albums, manière très intéressante de faire connaître aux membres comme aux invités, l'histoire de la « famille » Samuel-de-Champlain. La mémoire étant, selon le dicton, la faculté qui oublie, le conseil décide de rapatrier le matériel excédentaire, entreposé chez des membres, lors du dernier déménagement. On se propose de faire une liste de toutes les fournitures non incluses dans les nouveaux inventaires.

Grâce aux nouvelles technologies, la généalogie a pris un essor sans pareil au cours de la dernière décennie. Pour entrer de plein pied dans cette ère de « cybergénéalogie », le conseil prévoit l'achat d'outils de recherches informatisés. L'attrait pour les « Drouin » et la disponibilité d'une panoplie de microfilms incitent les responsables à contacter les agences spécialisées. Dès l'abord, le conseil reconnaît qu'il s'agit d'un déboursement fort important. Une demande de subventions à la Fondation Trillium est jugée nécessaire et la mise en place d'une levée de fonds viendra appuyer les sommes sollicitées.

Dans le but de resserrer les liens avec les membres, de la même façon que le bulletin «Glanures» avait si bien fait lors des années précédentes, le conseil se donne une nouvelle publication. On lui cherche un nom et lors de la parution du deuxième

2000 - 2001

Dix-neuvième conseil d'administration

Claudette Millette, présidente

Marie-Marthe Dubois, vice-présidente

Jeannine Rousseau, secrétaire

Guy Morrissette, trésorier

Françoise Malboeuf, présidente sortante

Pierre-Louis Chartrand

Denis Huppé

Vincent Levasseur

Jeannette Racine

Eugène Touchette

numéro, le titre *Samuel raconte...* lui est attribué. Il comporte un mot de la présidente, les activités prévues, des annonces, les nouvelles acquisitions de la bibliothèque, de brèves chroniques rédigées par des membres. L'abonnement pour les quatre parutions annuelles coûte 2 \$, pour défrayer une partie des coûts de la poste et de l'impression. Toutefois, il est disponible gratuitement à la salle de documentation. La Régionale s'empresse de trouver des commanditaires qui pourront assurer par leur contribution, la pérennité de ce trimestriel. Coïncidence, la venue de ces deux périodiques survient lors d'un besoin urgent de fonds. Dans *Glanures*, le conseil sollicitait des dons pour la survivance même de la Régionale tandis que dans le présent bulletin, il le fait pour l'avancement de la recherche de ses membres. Quel chemin parcouru depuis dix ans!

La technologie aidant, plus de 19 000 entrées à la banque de données BMS 2000 sont effectuées par les membres à partir de leur ordinateur personnel. Durant les heures d'ouverture du centre, les membres ont accès à cette banque d'informations impressionnante. Les données franco-ontariennes y figurent nombreuses grâce aux travaux des généalogistes Houle et Campagna et à ceux des membres de la Régionale. Un cahier d'inscription est spécialement dédié à cet outil de recherche pour permettre aux chercheurs une juste répartition du temps d'emploi. Le relevé du cimetière Notre-Dame d'Ottawa prend de l'ampleur. Vincent Levasseur prédit plus de 100 000 fiches seront à la disposition des chercheurs. Pour le moment, les transcripteurs en sont rendus à l'année 1915 et près de 20 000 fiches sont déjà accessibles par le biais de BMS 2000. Le répertoire de la paroisse Sainte-Famille vient s'ajouter à la Collection des paroisses de l'Ontario français, publications de la SFOHG, grâce aux travaux de Soeur Rita Denis et Vincent Levasseur. Ainsi, plusieurs autres bénévoles continuent, d'investir des heures et des journées à transcrire, avec minutie et respect, pour le bénéfice de leurs collègues-chercheurs, les données de baptêmes, mariages et sépultures des paroisses de la région.

Le 28 septembre, au Centre de jour Guigues, la Régionale célèbre, par une dégustation de vin et fromage, les efforts collectifs des responsables du projet et de la participation des membres par le lancement officiel des quatre volumes de « 2 130 lignées ancestrales ». Le comité aura de plus, bénéficié du travail en traitement de texte d'un jeune étudiant inscrit au Programme COOP de l'école secondaire Garneau. Plus de 6 000 heures de bénévolat seront comptées pour ce projet audacieux. Les journaux et la télévision sont pris d'assaut pour annoncer cette belle réalisation. Le défi relevé, les ancêtres peuvent reposer en paix jusqu'au prochain millénaire!

Forts de l'expérience des années passées, les bénévoles entreprennent de nombreuses activités qui font non seulement connaître la Régionale mais lui rapportent des membres. Mais, le moteur principal de ce déploiement d'énergie demeure, avant tout, la promotion et le rayonnement de la découverte des racines et de la fierté qui en résulte. L'année 2000 débute donc par une journée Portes ouvertes, le 20 février, à l'occasion des célébrations annuelles du patrimoine.

Le lendemain, BMS 2000 est expliqué aux chercheurs. En avril, recommencent les ateliers de généalogie, nécessaires pour les débutants, enrichissants pour les autres. En mai, destination Montréal, à la salle Gagnon où les chercheurs prennent d'assaut volumes et bobines en quête de l'ancêtre élusif et, en juin, en route, une deuxième fois, pour Kingston, à la découverte des vestiges d'un fort méconnu. En novembre, l'histoire de la ferme Ox Bow attire plusieurs non-membres et en décembre, le souper à l'ancienne qui est en train de devenir une tradition des Fêtes de Noël, réunit une bande de joyeux lurons. Les généalogistes savent bien s'amuser aussi.

Sur un ton plus sérieux... La Régionale a toujours ses représentants au Comité des organismes du patrimoine d'Ottawa et elle se tient aussi au courant des pourparlers pour établir un circuit touristique basé sur l'histoire régionale. On croit comprendre que la généalogie pourrait jouer un rôle d'attrait. On participe aussi à un symposium sur l'importance de la préservation du patrimoine dans le cadre de la nouvelle cité d'Ottawa. Conjointement avec les partenaires de la salle des Archives, La Régionale monte un stand au Pavillon Aberdeen où sous le thème de Ottawa 2000, capsule du temps, les gens de la capitale nationale célèbrent le millénaire.

Il est permis de penser que parmi toutes les activités de promotion d'une Régionale, l'atelier de généalogie en milieu scolaire revêt une importance vitale d'autant plus qu'il se fait en milieu minoritaire. Depuis des années, par des causeries, par des ateliers au centre comme dans les écoles, par la publication d'appuis pédagogiques, les membres s'appliquent à promouvoir l'histoire par celle de la découverte des ancêtres, la généalogie. Convaincu que par la « micro-histoire », celle de l'enfant, de sa famille, de son patelin, développée à travers la recherche des filiations, l'écolier prendra goût aux leçons de la grande histoire, le conseil met sur pied une équipe pour revoir l'approche pédagogique des présentations en milieu scolaire selon les programmes établis.

La première année du troisième millénaire s'achève sur un ton optimiste. Les membres peuvent maintenant jouir d'espace gratuit pour le stationnement. La levée de fonds s'avère un succès. Une subvention de 10 000 \$ de la Fondation Trillium vient confirmer la ténacité des dirigeants et servira, comme prévu, à l'achat de supports généalogiques.

À la fin de décembre, le nombre de membres s'établit à 214. On compte 1 472 visites au cours de l'année. À lui seul, le comité d'accueil, composé d'une vingtaine de membres, donne plus de 1 600 heures de travail bénévole au cours de l'année.

Lors de l'assemblée annuelle du 28 janvier tenue au Centre de jour Guigues à Ottawa, les dirigeants sont reconduits pour un deuxième mandat. Pour engagement et services exceptionnels, Marie-Marthe Dubois reçoit les honneurs au mérite de la Régionale. Les assises annuelles de la Société se tiendront, en juin 2001, à Windsor, célébrant avec la ville-sœur du côté américain, Détroit, leur 350^e anniversaire de fondation.

2001 - 2002

Vingtième conseil d'administration

Claudette Millette, présidente

Marie-Marthe Dubois, vice-présidente

Jeannine Rousseau, secrétaire

Guy Morrissette, trésorier

Pierre-Louis Chartrand

Vincent Levasseur

Germaine Swolfs

Eugène Touchette

Jean-Jacques Vinette

L'Hôtel de ville est vendu. L'édifice qui avait fait couler tant d'encre lors de sa construction au beau milieu des années cinquante, (la mairesse Charlotte Whitton arguant que l'île Green ne saurait soutenir le poids d'un tel bâtiment) cette maison du citoyen fraîchement renouvelée à coup de millions quelques cinquante ans plus tard est passée aux mains du gouvernement fédéral. Pour le moment à l'abri, la Régionale se permet tout de même de s'inquiéter de son avenir. Elle va au plus pressant, le stationnement pour les membres. La gratuité demeure en vigueur. Les Archives et ses partenaires demeurent locataires du

gouvernement canadien pour les prochaines années en attendant les décisions des élus municipaux sur un futur emplacement. Rassurés, les conseillers s'appliquent aux tâches habituelles.

Le 23 janvier, 15 nouveaux membres sont reçus au centre, question de fraterniser et de se familiariser avec l'environnement. En avril, les membres se rassemblent pour une causerie de l'écrivain Jean Laporte sur la fameuse bataille du Long-Sault. Où a-t-elle eu lieu, sur la rive nord ou sud de la Grande Rivière? Pour faire suite à la causerie sur Adam Dollard, sieur des Ormeaux et ses braves compagnons, la Régionale remplit un autobus qui se rend, dès juin, à la frontière mitoyenne de l'Ontario et du Québec. À Pointe-Fortune, ils se mettent à la recherche du site du combat, jadis tant célébré et maintenant controversé. Même après avoir rencontré le sieur Dollard, (ou son sosie, Yves St-Denis) dans l'église de Chute-à-Blondeau, les chercheurs restent sans réponse. Pour équilibrer les points de vues différents, on passe de la rive ontarienne à l'autre québécoise en longeant le lac justement nommé Dollard-des-Ormeaux où, selon les experts, reposent les vestiges du fortin de fortune et son secret. Le débat se poursuit.

Chose certaine, les Archives du Canada se trouvent bien sur l'une et l'autre rive de la rivière des Outaouais. Les membres, habitués des installations de la rue Wellington, se rendent, le 20 avril, à la découverte du centre des Archives du Canada installé à Gatineau.

Pour bien démarrer le nouveau siècle ou millénaire, les Nations Unies ont proclamé l'année 2001, celle des bénévoles. Une légende urbaine veut que sans ces gens de bonne volonté, la terre cesserait de tourner. Pour une fois, elle a raison. Reconnaisant tout le mérite de ces propres bénévoles, le conseil souligne par une belle soirée d'avril, le

dévouement et le service qualifié de quelques 50 membres de la Régionale. L'ensemble vocale Adagio vient parfaire ce geste aimable du conseil.

D'ailleurs, tout au long de l'année, les conseillers mettent en pratique l'esprit de collaboration qu'ils avaient si bien fêté. La Régionale vient renforcer, par son soutien, les initiatives pour la préservation de l'héritage commun ou particulier en assistant, en février, aux diverses manifestations célébrant l'héritage et le drapeau et en participant en mars, à un ralliement sous le thème « Une voix forte en faveur du patrimoine » afin de sensibiliser les élus municipaux de la nouvelle cité d'Ottawa sur l'importance du patrimoine dans la vie communautaire. En se joignant à six autres groupes d'intérêt commun pour une publicité de trois jours à Place d'Orléans, la Régionale veut aussi faire connaître, dans la région, son rôle comme chef de file en matière de généalogie franco-ontarienne.

Il est aussi dans son intérêt de propager le message « généalogique » auprès des groupes d'ainés et des retraités, dans les collèges et les écoles, à la télévision communautaire. D'ordre purement altruiste, c'est faire la promotion gratuite de la valeur du patrimoine. D'ordre pratique c'est recruter des membres. Des rapports détaillés indiquent la progression des adhérents au cours de l'année. D'avril à octobre, le nombre d'adhésions passe de 174 à 202 pour finir l'année avec 208 membres en règle. La Régionale aura donc droit à 8 délégués aux assises annuelles de la Provinciale auxquelles s'occupent déjà des responsables. En juin 2002, elles se tiendront à Ottawa pour souligner le 20^e anniversaire de la Régionale Samuel-de-Champlain.

Mais les célébrations, c'est pour plus tard. Il ne faut tout de même pas mettre la charrue avant les bœufs. Le comité de la bibliothèque présente dès le 27 février 2001, ses recommandations pour l'entretien et l'amélioration de la bibliothèque. Outre les tâches routinières du codage et de l'inventaire, les responsables s'attardent à l'urgence de faire relier une trentaine de volumes en voie d'effritement et à retrouver les 10 livres qui manquent à l'appel. L'augmentation du nombre de volumes laisse croire qu'il faudra, sous peu, réimprimer un index mis à jour. Pour faciliter l'identification visuelle des livres, un autocollant vert est appliqué sur chacun des livres, procédé fastidieux pour les responsables, nécessaire pour différencier et repérer en un coup d'œil les livres appartenant à la Régionale, et obligatoire puisqu'il remplit une demande exprimée lors de la réunion annuelle précédente.

Selon certains futuristes, l'ère de la bibliothèque classique est révolue. Tel le passage des tablettes d'argile au papyrus, du manuscrit à l'imprimerie, les livres et autres imprimés seront remplacés par des outils technologiques performants et accessibles.

Pour le moment, les bibliothèques, heureusement, font place en très grande partie aux moyens conventionnels de lecture, le livre, tout en créant de plus en plus d'espace pour l'invasion graduelle des moyens technologiques. Il y a vingt ans, lors de la création de la

Société, qui aurait pensé qu'un jour, il faudrait mettre à la disposition des généalogistes, des ordinateurs, des lecteurs-imprimantes, des photocopieuses à la fine pointe de la technologie? Le Tanguay, le Drouin, puis le PRDH sur cédérom? Que pour une meilleure efficacité des conseils, il faudrait des logiciels pour le traitement de texte, pour la comptabilité, pour l'inventaire...

Si les demandes d'argent auprès des membres, du grand public, des gouvernements s'avéraient nécessaires dans les années passées pour la survivance même de la Régionale, il est d'autant prioritaire pour les présents conseils. Au cœur même des actions d'aujourd'hui, le développement de la Régionale et l'avancement de la recherche généalogique demandent d'être appuyés par des ressources financières. Dans un esprit de collaboration, les organismes qui accordent les subventions exigent souvent la participation financière des membres. Le 23 avril 2001, le conseil a déjà 9 975 \$ grâce à sa levée de fonds. Le « bercethon-marchethon » rajoute 1 510 \$ et la vente en plein air de septembre, 327 \$. Ces montants généreux permettent l'achat des microfiches du « Grand Drouin » complétant ainsi la liste d'acquisition des 100 microfilms de paroisses, du P.R.D.H. cédérom et d'un ordinateur pour la salle de lecture obtenus avec l'octroi généreux de 10 000 \$ de la Fondation Trillium.

Non seulement au service du passé, les moyens technologiques ouvrent de nouvelles voies de communication pour la génération présente. C'est ainsi que le conseil considère l'envoi du bulletin *Samuel raconte...* par Internet, qu'il met à la disposition des membres une liste de courriels, qu'il délègue un représentant pour l'établissement d'un village virtuel pour les écoles et un autre pour discuter avec Patrimoine Canada sur l'aspect « généalogie » dans un site Web proposé sous le nom Place Canada. Enfin, la Régionale a son site Web. Il est beau, aisément consultable et pour le moment, à date.

Pour bien remplir les exigences du partenariat BMS 2000, des membres continuent de faire la saisie des données à partir des actes des paroisses ou des données personnelles. Dix-huit autres bénévoles continuent de faire celle du cimetière Notre-Dame d'Ottawa. Plus de 33 000 entrées pour 45 années de sépultures! Les répertoires de Saint-Sébastien et Notre-Dame-de-la-Présentation, ceux, par ordre alphabétique de Saint-François d'Assise et de Notre-Dame-de-Lourdes de Vanier, sont prêts pour l'impression.

Au rythme du travail, l'année s'écoule bien vite. Le 16 octobre, une douzaine de nouveaux adeptes sont reçus pour une soirée d'entraide. Avec l'aide de 8 initiés, ils profitent d'un enseignement, facilement qualifié, d'approche personnalisée. Pour clore une année bien remplie, la Régionale offre à ses membres une causerie tout à fait spéciale. Tout yeux, tout oreilles, l'auditoire est aussitôt gagné par les propos de l'éminent docteur Bernard Brais, MD, Ph.D.

Sur un sujet aussi fascinant que la relation entre la génétique et la généalogie, les questions sont nombreuses et les réponses trop courtes. On se promet de revenir à la charge pour un autre entretien de ce genre.

L'assemblée annuelle de la Régionale est fixée au 27 janvier 2002, au centre de jour Guigues, à 13 h 45. Une réunion spéciale est tenue auparavant, à 13 h 30, pour amender certaine partie des « Lignes de conduites de la Régionale ». Depuis plusieurs années, les conseils successifs raffinent le document toujours pour améliorer l'efficacité des conseils et assurer le bon fonctionnement de la Régionale. Le conseil profite de l'occasion pour souligner le mérite de tous ses bénévoles en leur décernant un certificat émis par le gouvernement canadien à l'occasion de l'Année internationale du bénévolat. Nommée au certificat de mérite de la Régionale, Anne-Marie Legault reçoit tout émue, le premier *Prix Samuel-de-Champlain*, une plaque d'honneur avec inscription au mérite pour sa fidélité et son engagement.

En cette même occasion, semblable au mot du jour que la maîtresse traçait de sa plus belle main au tableau noir des jours heureux, une citation appropriée d'un membre de longue date, Claire Harquail, venait résumer de façon fortuite, les vingt ans d'histoire de la Régionale Samuel-de-Champlain de la Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie :

La réussite, ce n'est pas de la chance, c'est de la persévérance!

2002 - 2003

Un nouveau conseil prend la relève. C'est le vingt et unième depuis la fondation.

Marie-Marthe Dubois, présidente

Olivier Bilodeau, vice-président

Jacques Gauvin, trésorier

Jean-Jacques Vinette, adjoint au trésorier

Marie-Anne Beauchamp, secrétaire

Claudette Millette, présidente sortante

Pierre-Louis Chartrand

Jan C. Laflèche

Robert Lalande

Vincent Levasseur

Conclusion

Il y a mille et une façons de raconter l'histoire. Le choix arbitraire de suivre au fil du temps les événements appropriés à chacun des mandats n'a qu'un but, celui de mettre en clair relief les faits et gestes d'une collectivité, laquelle, à force de persévérance, a façonné, année après année, les premiers vingt ans de la Régionale Samuel-de-Champlain. À la lueur de ces événements passés, trois périodes majeures semblent se découper sur le fond historique de ce projet culturel audacieux.

Comme dans tout projet d'établissement, le fait même de jeter des bases demande des remaniements, des ajustements. Pour les premiers conseils, les débuts sont difficiles et pour cause. Créée en 1982, directement de la Société-mère, partageant avec elle les ressources humaines autant que l'espace physique du centre de documentation, la Régionale est contrainte à jouer un rôle subordonné. Quant aux chercheurs, ils jouissent d'un centre bien documenté et des activités des plus intéressantes. Cependant, pour réaliser ses objectifs conformes aux règlements, la Régionale se doit de *devenir autonome*. Deux déménagements, coup sur coup, interrompus par la menace de fermeture, cristallisent les énergies d'un groupe hautement motivé. Grâce à la subvention demandée par la Régionale et, pour la première fois, octroyée directement à celle-ci, le projet du calendrier 1987 accorde un certain répit aux soucis financiers, mais permet aussi de réaliser tout le potentiel de croissance et développement à sa portée.

De juillet 1986 jusqu'au déménagement de 1992, il s'écoule cinq ans pendant lesquels les bénévoles font le dur apprentissage de la survivance. Mais, confiants en leurs moyens et démontrant un courage hors du commun, les conseils, les bénévoles et combien d'autres oeuvrant dans l'ombre s'astreignent à trouver des moyens de financement pour tenir à flot un centre de ressource qui menace de sombrer mois après mois. Comme le dit si bien une ancienne présidente : « on était devenu membre pour faire de la généalogie!! »

Savoir durer, c'est aussi savoir prévenir. Malgré les difficultés auxquelles sont confrontés les conseillers et leurs bénévoles, les membres jouissent toujours d'un maximum de services de qualité. Les conseils s'appliquent autant au recrutement qu'au maintien du nombre de ses adhérents. Mais la constante durant ces années de disette « financière » c'est bien de trouver un local sans frais de location. Rêve? Chimère? Plutôt conviction et dévouement à toute épreuve. Le troisième déménagement en 1992 dans un local gratuit de l'école Genest vient confirmer les attentes et les efforts incalculables des dix premières années.

Dégagée des soucis des fins de mois, la Régionale peut, selon le deuxième énoncé de sa mission, s'occuper de patrimoine local et régional. Milieu de réciprocité, ces mouvements sollicitent la participation et l'appui de la Régionale. Elle aura tôt fait d'en récolter les dividendes. L'installation précipitée de novembre 1993, sous la bannière des Archives d'Ottawa, contribue dorénavant à l'essor des plus remarquable de la Régionale.

Depuis, *faire savoir et savoir faire*, est le motif qui sous-tend toute l'action de la Régionale. Des comités bien structurés sont passés maître à « faire savoir » que la généalogie est à la portée de tous. Le nombre des adhérents se tient confortablement à près ou plus de 200. Les travaux des membres sont de plus en plus nombreux et de haute qualité. L'assiduité toujours à la hausse et le nombre impressionnant d'heures de bénévolat légitiment les efforts extraordinaires du passé et servent d'appui pour les projets d'avenir. Les talents, l'expérience, l'expertise de tous et chacun des bénévoles sont une source constante de créativité et de renouvellement. Ce « savoir faire », à la base même de la survie de la Régionale est devenu la clef de son progrès et la richesse de son avenir.

Et que sait-on de l'avenir? La technologie est déjà au service des chercheurs d'ancêtres lesquels comptent parmi les plus grands utilisateurs de l'Internet. L'évolution fulgurante de ces moyens de communication ne peut que transformer radicalement le paysage généalogique. Il est donc approprié de se questionner sur la multiplication des bases de données, sur la facilité prochaine à remonter son arbre, sur les effets probables dans les sociétés de généalogie. Quand tout ancêtre aura été enligné, relié, remonté, que restera-t-il à faire sinon habiller le squelette, lui redonner vie et lui rendre son histoire.

Dans leur sagesse, les fondateurs de la Société ont voulu dans la dénomination de leur propre entreprise culturelle signaler l'importance et l'indissolubilité de deux sciences : *histoire et généalogie*. Le défi des vingt dernières années a été, coûte que coûte, de faire rayonner la généalogie comme mode d'appartenance, de fierté, comme loisir noble, utile, comme science connexe à d'autres. Que sera celui des prochains vingt ans?

Ottawa, le 24 juin 2002

Annexes

Les présidences de 1982 à 2002

Présidents	1^{re} réunion du mandat	Assemblée annuelle
Joffre Sigouin	24-06-1982	20-06-1983
Michel Perron	04-07-1983	11-06-1984
Henri A. Brunet	28-06-1984	25-04-1985
Paul R. Marier	14-05-1985	07-05-1986
Patricia Leduc	20-05-1986	27-04-1987
Guy-Yves Pelletier	12-05-1987	26-04-1988
Denis Ouimet	07-06-1988	14-03-1989
	04-04-1989	13-03-1990
Gisèle Guénette-Bamford	03-04-1990	29-01-1991
Huguette Cheatley	06-02-1991	28-01-1992
	03-02-1992	26-01-1993
Patricia Leduc	23-02-1993	22-03-1994
	26-04-1994	26-03-1995
	23-05-1995	28-01-1996
Louis Aubry	08-02-1996	26-01-1997
	25-03-1997	25-01-1998
Françoise Malboeuf	24-02-1998	24-01-1999
	08-02-1999	30-01-2000
Claudette Millette	08-02-2000	28-01-2001
	27-02-2001	27-01-2002

Récipiendaires du certificat de mérite
de la Régionale

1984	Louise Décarie-Marier
1985	Suzanne Martin
1986	Denis Ouimet
1987	Henri Brunet
1988	Huguette Cheatly
1989	Patricia Leduc
1990	Aimé Brunet
1991	Françoise Malboeuf
1992	Hector Lavergne
1993	Claude Provost
1994	René Leduc
1995	Vincent Levasseur
1996	Patricia Leduc
1997	Adrienne Brunet
1998	Guy Morrissette
1999	Louis Aubry
2000	Claudette Millette
2001	Marie-Marthe Dubois
2002	Anne-Marie Legault, 1^{re} récipiendaire du prix Samuel de Champlain

Récipiendaires du certificat de mérite
de la Société

1986	Paul R Marier	1995	Georgette Lamoureux
1990	René Leduc	2000	Claudette Millette
1991	Jean-Yves Pelletier		

Publications

Répertoires

1986	Notre-Dame-de-Lourdes, Cyrville.	m. 1873-1985
1990	Nativité-de-Notre-Seigneur-Jésus-Christ, Ottawa	b.m.s. 1960-1987
1995	Saint-Jean-Baptiste, Ottawa	b.m.s. 1872-1990
2000	Sainte-Famille, Ottawa	b.m.s. 1901-1999
2001	Notre-Dame-de-la-Présentation, Ottawa	b.m.s. 1947-1993
2001	Saint-Sébastien, Ottawa	b.m.s. 1959-2000
1989	200 lignées directes	Denis Ouimet en collaboration
2000	2 130 lignées ancestrales	Claudette Millette en collaboration

Périodiques

Glanures	octobre 1987 - janvier 1990
Samuel raconte...	mars 2000 - présent

Chroniques

Le Droit	septembre 1990 - mars 1995
----------	----------------------------

Liste des membres pour l'année 2002

AMYOT Denyse
 ANTILLE Christine
 ARCHAMBAULT Paul J. Antoine
 AUBRY Louis
 AUBRY Lucie
 BARRÉ Georges- P.
 BEAUCHAMP Marie-Anne
 BEAUDRY Cléo
 BEAULIEU Angèle
 BEAUSOLEIL Dan
 BELOT Donald
 BILODEAU Olivier
 BILODEAU-HURTUBISE Céline
 BLONDEAU COSENZO Irène
 BOISSONNEAULT Claudette
 BOULANGER Aline
 BOULANGER Jean-Henri
 BOURBEAU André
 BOURGEAULT-RÉGIMBALD Colette M.A.
 BOURGET Claude
 BOURGET Nicole
 BRADSHAW Dave
 BRAZEAU Aline
 BRUNET Adrienne
 BRUNET Henri A.
 BRUNET-LEBEL Thérèse
 BULLOCK Bob
 CAMIRÉ Gilles
 CARR Emmet
 CARRIÈRE Francine
 CARRIÈRE Jean William
 CARRIÈRE Steven
 CHARRON Roger R.
 CHARTRAND Pierre Louis
 CHAUVIN-LEBLANC Pierrette
 CHEVALLIER France
 CLAIROUX Maurice Victor
 COMTOIS Jean
 COMTOIS Rita
 COTÉ Lyla
 DANIS Ann
 DAVIDSON C. M.
 DAVIDSON Walter
 de La DURANTAYE-CHEATLEY Huguette
 De MONTIGNY Jeanne
 de QUIMPER Jean-Louis
 DELORME Gisèle
 DEMERS-MOORE Louise

DENIS Gaston
 DENIS Jean-Guy
 DESJARDINS Mariette
 DESROCHES Donald
 DIOTTE Diane
 DROUIN Denis
 DROUIN Ronald
 DROUIN Suzanne
 DROUIN-NORMAND Suzanne
 DUBÉ Yves
 DUBOIS Marie-Marthe
 DUBOSQ Luc
 FOREST Claude
 FOREST Madeleine
 FOX Louise
 GALIPEAU Royal
 GAUTHIER Georges
 GAUVIN Jacques
 GOdBOUT Denise
 GOdBOUT Michel
 GODDEN Paul
 GOULET Denise
 GUÉNETTE Claire
 GUÉNETTE-BAMFORD Gisèle
 GUITARD Yvette
 HARQUAIL Alphonse
 HARQUAIL Claire
 HESSEL Philippe
 HILLIKER Louise
 HOULE Jean
 HUNEAULT Estelle
 HUPÉ Denis
 JORDAN Paul
 JUBAINVILLE Claire
 KENNEDY Jeannine
 KUMMER Norman
 LABELLE Denise
 LAFLÈCHE Jan C
 LAGROIX Paul F.
 LALANDE Jeannine
 LALANDE Louise
 LALANDE Robert
 LALONDE Guy Robert
 LALONDE Marielle
 LAMONTAGNE Gaston E.
 LAMOUREUX Robert C.
 LANDRY Daniel
 LARIVIÈRE Jacques
 LARIVIÈRE Nicole
 LAROCHE Paule
 LAUZON Jean-Guy

LAVERGNE Donald
 LAVERGNE Hector
 LAVERGNE Léo
 LAVIGNE Thérèse
 LAVOIE Alette
 LECLERC Pierre-Alcide
 LEDUC Léo-Paul
 LEDUC Patricia
 LEE Claire
 LEGAULT Anne Marie
 LEGAULT Céline
 LEMIEUX Réjean
 LEPAGE Dolorès O.
 LEROUX Bruno
 LEROUX Suzanne
 LESSARD Elsa
 LESSARD Robert
 LEVASSEUR Vincent
 LOZIER Albert
 LOZIER Françoise
 MALBOEUF Françoise
 MARCOUX Simone
 MARTEL Danielle
 MARTIN Benoît J.E.
 MARTIN-LABELLE Suzanne
 MASSIE Lyse
 MAUVIEL Paul
 McCAULEY Huguette
 McCARRON Patricia
 MÉNARD-HILLIER Jacqueline
 MIGNAULT Louise
 MILLETTE Claudette
 MILLETTE Edgar
 MITTON Patricia
 MORISSETTE Maurice Gérard J.
 MORRISSETTE Guy
 NORMAND-DESNOYERS Francine
 OUIMET Denis
 PAGÉ Céline
 PAGÉ Paul
 PAQUETTE Del Val
 PAQUETTE-CHENIER Antoinette
 PAQUETTE Léo
 PARISEAU Jean
 PARISIEN Gaétane
 PARISIEN Roger
 PATRY Louis
 PAYANT André
 PELLETIER Guy-Yves
 PELLETIER-TRUDEAU Fernande
 PELOT J. Gérard
 PERRON Rhéal
 PHARAND Donat

PICHÉ Lise
 PICHER Raymond
 PIGEON Pauline
 POIRIER Aurèle-Joseph
 POIRIER Gabrielle
 PORTUGAISE Pierre
 PORTUGAISE-ROBILLARD Andrée
 POUSSARD Marie-Jeanne
 PRÉVOST Michel
 PROVOST Claude
 QUINN Madeleine
 QUINTAL Raymond
 RACINE Jeannette
 RAINVILLE Roland
 REID Jana
 RICARD Elaine
 RIENDEAU Yvon
 RINFRET Peter
 ROBERT Raymond
 ROBERT-CYR Lyse
 ROBILLARD Noëlla
 ROCHON Cécile
 ROCHON Paule
 RODIER Raymond
 ROUSSEAU Jeannine L.
 ROY Carmel
 ROY Yves
 ROY-ST-DENIS Lucille
 SABOURIN Léonard
 SANTERRE Monique
 SAINT-GEORGES Marcel
 SAUVÉ Ginette
 SÉGUIN Georgette
 SERRÉ J. Robert
 SHEPPARD Yvette
 SIGOUIN Priscille
 STEHR Jens Holger
 SWOLFS-CORMIER Germaine
 TARDIF Gilles A.
 TASSÉ Germain
 TASSÉ-COLLINS Louise
 TESSIER Nicole
 THÉRIAULT Serge A.
 THIBAUT J. Elmo
 THIBAUT-MURPHY Lise
 TOUCHETTE Eugène
 TREMBLAY-LARCHE Danielle
 VALIQUETTE Margaret
 VÉZINA R. Oscar
 VIAU Denise M.
 VINETTE Jean-Jacques
 WADDELL Lorraine
 YELLE Diane
 YELLE Marcel
 ZYBALA Odette

Table des matières

Remerciements	3
Avant-propos	7
La Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie	9
Une mission considérable	9
Fondation des Régionales	10
La Régionale Ottawa-Carleton	11
La fondation.....	13
Année 1982-1983	14
Année 1983-1984	18
Année 1984-1985	22
Année 1985-1986	24
Année 1986-1987	27
Année 1987-1988	29
Année 1988-1989	31
Année 1989-1990	32
Année 1990-1991	34
Année 1991-1992	36
Année 1992-1993	38
Année 1993-1994	40
Année 1994-1995	44
Année 1995-1996	47
Année 1996-1997	50
Année 1997-1998	53
Année 1998-1999	55
La Régionale Samuel-de-Champlain	59
La petite histoire d'un nom	61
Année 1999-2000	63
Année 2000-2001	66
Année 2001-2002	69
Noms des dirigeants pour l'année 2002-2003	72
Conclusion	73
Annexes	75
Les présidences de 1982 à 2002	77
Les récipiendaires du certificat de mérite de la Régionale	78
Les récipiendaires du certificat de mérite de la Société.....	79
Les publications.....	79
Les membres de la Régionale pour l'année 2002.....	80-81



Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le 20 août 2002, à Saint-Jérôme, est décédée madame Louise Décarie-Marier, cofondatrice et figure de proue de la Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie.